



République de la Guinée Bissau

Guinée Bissau :

**Evaluation de la Sécurité
Alimentaire en Situation
d'Urgence (ESASU)**

Régions de Tomboli et de Quinara

Juin 2006

Guinée Bissau: Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence. Régions de Tomboli et Guinara

Préparé par:

M. Joao Anibal Pereira, Directeur Général de la Planification Agricole, MDA (Ministère de l'Agriculture)

M. Adelino das N. Nunes Correia, Point Focal MDA (Ministère de l'Agriculture)

Mme Talisma Dias, PAM Bafata

M. Antonio Alcala Barbossa, PAM Guinée Bissau

M. Geert Beekhuis, Chef d'équipe, PAM Bureau Régional

Sous la supervision de:

Geert Beekhuis, Programme Alimentaire Mondial

Pour toute question, s'adresser à :

Geert Beekhuis, Chargé régional de l'analyse des marchés

Tel. + 221 8496500

E-mail : Geert.Beekhuis@wfp.org

June 2006

United Nations World Food Programme

Headquarters: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italy

***Guinée Bissau: Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence.
Régions de Tomboli et Guinara***

Juin 2006

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier les représentants du Gouvernement et des Nations Unies et en particulier l'équipe du PAM à Bissau, les représentants de la Commission européenne à Bissau, ainsi que les partenaires comme Caritas, LVIA et AD, qui ont fourni des informations indispensables à la réalisation de ce rapport.

Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence (ESASU)

Résumé

I. Objectifs et méthodologie.....	13
II. Contexte.....	15
III. Causes de la crise dans les régions de Tombali et de Quinara	22
IV. Disponibilité des produits alimentaires et les marchés.....	25
V. Modes de subsistance et accès aux aliments.....	27
VI. Consommation alimentaire, état nutritionnel et sanitaire	30
VII. Problèmes de la sécurité alimentaire: état actuel et perspectives.....	32
VIII. Contraintes, options de réponses et de ciblage.....	34
IX. Recommandations et proposition pour le suivi	40

Annexes

Carte

- 1. Termes de Références**
- 2. Bibliographie**
- 3. Programme de la mission**
- 4. Questionnaire**
- 5. Bilans céréaliers**
- 6. Groupes cibles, bénéficiaires, rations et tonnages**

Résumé

Suite à une mission exploratoire d'évaluation de la sécurité alimentaire dans les régions de Quinara et de Tombali, une mission d'Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (ESASU) a été entreprise par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MDA) et le PAM du 23 au 29 juin 2006. Ses objectifs: i) identifier et décrire les zones et populations les plus affectées; ii) renforcer la justification d'une intervention d'urgence; et iii) proposer des modalités d'intervention adaptées.

La mission estime que la majorité des habitants des secteurs visités sont en situation d'insécurité alimentaire. Ceci n'est pas seulement une conséquence des problèmes structurels mais également de quatre chocs conjoncturels: i) une forte intrusion d'eau salée en août 2005; ii) une faible pluviométrie en août et septembre 2005; iii) une chute des termes d'échanges cajou/riz; et iv) des invasions d'insectes. Ces chocs ont fait chuter la production rizicole dans les mangroves et les revenus tirés de la culture du cajou. En même temps, la disponibilité du riz est devenue très faible.

Les stratégies non-alimentaires suivies par les villageois pour faire face à cette situation sont multiples: i) l'augmentation des activités de pêche ; ii) l'augmentation de la plantation de patate douce et de manioc; iii) la consommation des semences; et iv) la consommation des fruits sauvages. Par ailleurs, le troc de cajou contre le riz est une stratégie habituellement suivie pour faire la charnière jusqu'à la prochaine récolte. Bien que ces stratégies aient ponctuellement aidé à soulager les problèmes aigus des villageois, leur régime alimentaire en a souffert. La consommation alimentaire a été réduite de deux à un repas par jour, composé essentiellement de riz, de crabe et/ou de poisson, de sel et de mangues. La prochaine récolte étant dans six mois, de plus en plus de ménages sauteront le repas journalier de céréales.

La mission estime que ces chocs ont surtout frappé: i) les secteurs de Tite, Empada, Cacine, Catio et Bedanda; ii) les villages mangrove; et iii) les ménages à revenus peu diversifiés. Au total, 77 000 personnes sont considérées en situation d'insécurité alimentaire et ont besoin d'aide alimentaire. Les besoins en céréales à distribuer entre juillet et la prochaine récolte de riz mangrove en décembre 2006 sont estimés à 2 900 tonnes. Il est clair que sans un appui extérieur la consommation alimentaire va continuer à se dégrader et les taux de malnutrition à augmenter, alors que les superficies rizicoles mises en valeur pendant la campagne 2006/2007 seront réduites.

En se basant sur les besoins des ménages, les conditions de disponibilité de vivres, les capacités des partenaires, le calendrier agricole et la saison des pluies, la mission recommande que le PAM: i) intensifie les activités des programmes 'nutritionnels' et de 'Vivres-contre-travail' déjà en place; ii) étende les programmes nutritionnels aux secteurs de Tite et d'Empada dans la région de Quinara; et iii) ajoute un 'filet de sécurité' pour les individus ayant le degré d'insécurité alimentaire le plus élevé, pour une période de courte durée. Les détails de ces interventions sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Intervention	Participants	Bénéficiaires \ a	Tonnage\ b\c	Période
Vivres-contre-travail	9 400	65 800	1 850	Juillet, Septembre-Novembre
Nutrition-enfants	2 800	2 800	100	Juillet – Décembre
Nutrition-femmes	900	900	100	Juillet – Décembre
Distribution ciblée	3 100	18 600	480	Juillet – Août
Total	16 200	70 000	2 530	

\ a : La distribution ciblée sera faite durant la période de juillet/août, quand le programme Vivres-contre-travail n'est pas recommandé; pour éviter un double comptage, les bénéficiaires de la distribution ciblée ont été exclus du total des bénéficiaires.

\ b : Composé de riz (2 150 tonnes), de CSB (150 tonnes), d'huile (190 tonnes), de sel (30 tonnes) et de sucre (10 tonnes).

\ c : Veuillez noter qu'environ 700 tonnes sont déjà planifiées pour 2006 (PRRO).

I. Objectifs et méthodologie

1.1 Contexte: mission précédente

En mai 2006, une mission exploratoire d'évaluation de la sécurité alimentaire, composée de représentants du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MDA), du Centre Recherche Agricole de Caboxanque, de la FAO et du PAM, ainsi que deux journalistes, a visité les régions de Tombali et de Quinara.

La mission a constaté une menace d'insécurité alimentaire à cause d'une forte intrusion d'eau salée dans les rizières mangroves pendant l'hivernage de 2005, d'une faiblesse de la pluviométrie et d'une chute des termes d'échanges cajou/riz, due à la chute des prix de cajou¹. Par ailleurs, la mission a évalué le déficit en riz à 4 156 tonnes. Enfin, elle a recommandé que des actions immédiates soient menées: i) à l'égard de la campagne de noix de cajou; ii) pour la mise à la disposition de semences à la population sinistrée; et iii) pour l'appui en aide alimentaire pour combler le déficit de 4 156 tonnes de riz, pour la période juin-octobre 2006, à travers un programme de Vivres – contre - travail.

1.2 Objectifs de l'ESASU

Suite à cette première mission, le PAM Guinée Bissau a souhaité approfondir l'analyse et les recommandations concernant l'appui en aide alimentaire. Pour faire cela, un appui du Bureau Régional du PAM (ODD) a été sollicité. Ainsi une deuxième mission d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (ESASU) – de caractère rapide - a été organisée avec pour objectif global d'aider le gouvernement avec la préparation d'une réponse au déficit de vivres dans les régions de Tombali et Quinara². Les objectifs spécifiques de l'ESASU étaient formulés comme suit³:

- Identifier et décrire les zones et populations les plus affectées;
- Renforcer la justification de l'intervention d'urgence; et
- Proposer des modalités d'intervention adaptées.

Les résultats de l'ESASU seront utilisés pour réviser le budget actuel du PRRO 10148.02. Etant donné que cette révision budgétaire devra se faire au début du mois de juillet, l'ESASU avait seulement une semaine pour effectuer la mission sur le terrain et une semaine pour la rédaction du rapport.

1.3 Collecte et analyse des données⁴

La mission était composée de représentants du MDA et du PAM. Aucun représentant de la FAO n'était disponible. Avant le démarrage de la mission même, une évaluation des informations secondaires a été faite⁵. Les deux principaux documents consultés par la mission sont l'étude

¹ République de la Guinée-Bissau, 'Rapport de mission conjointe Ministère de l'Agriculture et Développement Rural, PAM et FAO dans les régions de Tombali et Quinara, mai 2006.

² Une carte de deux régions est présentée après le texte du chapitre IX.

³ Voir les Termes de Références pour les détails (annexe 1).

⁴ Le canevas du rapport et la méthodologie sont basés sur le manuel 'le manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, PAM.

⁵ Nous remercions Kenza Ammoumi pour sa contribution y compris la rédaction du chapitre 2. Voir Annexe 2.

VAM faite en 2004/2005, qui lui fournissait une base de comparaison avec la situation actuelle, et le rapport de la mission précédente. La principale lacune d'information concernait la situation actuelle de la sécurité alimentaire – disponibilité, accessibilité et utilisation – au niveau des villages et ménages et de l'application des stratégies de résilience par les villageois. Sur la base de ce constat, un questionnaire a été élaboré pour recueillir des informations au niveau des villages⁶.

La mission a rencontré les divers partenaires à Bissau dès son démarrage, à savoir les principales institutions des Nations Unies, les ONG actives dans ces régions et des représentants du Gouvernement⁷. Ces rencontres, ainsi que l'évaluation des informations secondaires ont permis de déterminer les secteurs (zones administratives) les plus touchés par les chocs conjoncturels: Empada et Tite dans la région de Quinara, Cacine, Bedanda et Catio dans la région de Tombali.

En raison du caractère et des objectifs de la mission (rapide) et du temps disponible pour le travail de terrain, une vingtaine de villages a été sélectionnée avec pour but d'avoir un aperçu représentatif de la situation actuelle. Faute de temps, le secteur de Cacine n'a pas pu être visité, et la mission a dû se baser sur des informations secondaires pour ce secteur.

Dans chaque village, deux entretiens 'groupe' ont été organisés sur la base du questionnaire sémi-ouvert⁸: un entretien avec les femmes et un deuxième entretien avec les hommes. Les données quantitatives obtenues ont été saisies dans une base de données et analysées par la suite, alors que les informations qualitatives ont été analysées et discutées pendant la mission sur le terrain. Les résultats de ces analyses ont été utilisés pour la formulation des conclusions provisoires présentées à Bissau le 29 juin aux partenaires, et pour la rédaction du rapport de mission par l'expert en ESASU du Bureau Régional du PAM. Le rapport final de la mission sera approuvé par le PAM et le MDA.

La méthode utilisée pour estimer les besoins alimentaires est le 'Classement fondé sur l'appréciation subjective des modifications d'accès alimentaire des ménages'. L'estimation est faite au chapitre 7.3, alors que la méthode est traitée au chapitre 5 du manuel 'le manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, PAM'.

1.4 Points faibles et recommandations pour la collecte des données

Les statistiques agricoles ne sont pas de très bonne qualité ce qui rend chaque estimation du déficit en riz très spéculative. Par ailleurs, les analyses de la campagne agricole 2005/2006 par le MDA et la mission CILSS/FAO (effectuée avant la récolte du riz mangrove) ne permettent pas d'établir l'ampleur des chocs conjoncturels et leurs liens avec les causes structurelles de la mauvaise performance agricole. Par ailleurs, les prix des produits agricoles ne sont collectés ni par le gouvernement ni par ses partenaires. Enfin, l'étude VAM présente la situation de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et de la consommation alimentaire au niveau régional, alors que les autres résultats sont uniquement présentés au niveau national.

Il est ainsi recommandé: i) d'établir un simple système de collecte et d'analyse des prix des principales vivres et produits de rente; ii) d'évaluer la sécurité alimentaire suite à chaque récolte, en conjonction avec les évaluations de la production agricole par le MDA et ses partenaires; et iii) d'appuyer Caritas pour la saisie, l'analyse et la publication des données relatives à de

⁶ Un questionnaire « ménage » qui permet d'évaluer les différences entre les ménages aurait été plus approprié mais le manque de temps ne l'a pas permis.

⁷ Voir l'annexe 3 pour le programme de la mission.

⁸ Voir l'annexe 4 pour le questionnaire utilisé.

nouveaux cas d'enfants malnourris dans les centres nutritionnels. Enfin, il est recommandé que le PAM et le MDA entreprennent ensemble une troisième mission d'évaluation sur le terrain au début de septembre 2006, en utilisant la même méthodologie que la mission ESASU, pour suivre l'évolution de la sécurité alimentaire et de la malnutrition.

II. Contexte

2.1 Démographie

Le Guinée Bissau comptait environ 1,3 millions d'habitants en 2005, avec un taux de croissance de 2,4 pour cent en moyenne. La région de Quinara possède environ 53 000 habitants, soit 4 pour cent de la population totale, alors qu'on dénombre à Tombali environ 94 000 habitants, soit 7 pour cent de la population totale.

Le pays connaît une forte tendance migratoire des populations rurales vers les zones urbaines, notamment vers la capitale Bissau, en raison de meilleures conditions de vie et de meilleures infrastructures sanitaires et éducatives. En effet, la croissance démographique urbaine a atteint presque 6 pour cent par an, alors qu'elle n'est respectivement que de 1,5 pour cent et 2,0 pour cent à Quinara et Tombali.

2.2 Situation sociopolitique

Depuis la guerre civile qui avait éclaté en juin 1998, la Guinée Bissau a toujours connu une certaine instabilité politique. Néanmoins, avec l'instauration du nouveau président M. João Bernardo Viera en 2005 et son premier ministre Aristides Gomes, les espoirs d'une plus grande stabilité politique sont forts.

En mars 2006, des confrontations armées ont eu lieu aux alentours de la ville de Sao Domingo's à la frontière entre le Sénégal et la Guinée Bissau. Ce conflit a opposé le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance aux forces armées de la Guinée Bissau, conduisant ainsi à une crise humanitaire qui a continué même après la fin de l'opération militaire.

Récemment, deux autres problèmes, qui peuvent être source d'instabilité dans l'avenir, se sont présentés: i) le gouvernement a accusé des arriérés de plusieurs mois pour ce qui concerne le paiement des fonctionnaires, qui ont d'ailleurs déjà organisé des manifestations pendant le mois de juin 2006; et ii) l'échec de la campagne de commercialisation de cajou n'a pas seulement touché les petits producteurs mais aura aussi des conséquences néfastes pour le budget de l'Etat qui dépend de façon substantielle des recettes fiscales liées à l'exportation de cajou.

2.3 Pauvreté

La Guinée Bissau est l'un des pays les plus pauvres du monde, il occupe le 172e rang sur 177 pays classés selon l'indicateur de développement humain (IDH). En outre, la pauvreté s'est développée. On note une dégradation selon l'indice IDH entre 2003 et 2005. Selon les objectifs du millénium pour le développement, 80 pour cent de la population dispose de moins de 2 dollars par vivre. L'étude VAM réalisée en 2005 montre que 59 pour cent des ménages recensés vivent sous le seuil de pauvreté. Ils consacrent en moyenne 65 pour cent de leurs dépenses à la nourriture, les dépenses en santé et en éducation ne représentant que respectivement 7 pour cent et 2 pour cent des dépenses totales des ménages.

2.4 Situation économique

Les progrès de l'économie Bissau guinéenne restent timides. Après une contraction de l'activité économique en 2002, on observe depuis 2003, une légère croissance. L'activité économique dépend fortement du secteur agricole ce qui explique que les aléas de l'agriculture influencent directement l'état de l'économie. Le secteur industriel, dont la production représente 8.8 pour cent du PIB en 2004 est très peu développé. Il consiste essentiellement dans la production de biens de consommation pour le marché domestique. Quant au secteur minier, il n'est pas non plus développé malgré des réserves intéressantes de bauxite et phosphate.

Les prévisions pour la croissance de l'économie restent relativement modestes: le FMI estime la croissance en 2005 à 2.3 pour cent après une croissance de 4.3 pour cent en 2004. Cette récession s'expliquerait par les dommages provoqués par des parasites sur la culture de noix de cajou 2005. Pour 2006/7, une croissance peu significative est attendue en raison notamment des problèmes de commercialisation de la noix de cajou.

Une plus grande diversification des activités et une réduction de la dépendance vis-à-vis de la culture de la noix de cajou favoriseraient la croissance économique. Sur le moyen terme, le traitement industriel des noix de cajou et de la pêche, l'augmentation de l'exportation des fruits vers l'Union européenne et le développement du tourisme pourraient contribuer à la croissance de l'économie. Cependant, le développement de tous ces secteurs requerrait une période de stabilité politique, une amélioration des infrastructures et un développement des compétences qui encourageraient les investisseurs étrangers.

La Guinée Bissau est un des 14 pays de la zone franc qui partagent la même monnaie: le Franc CFA qui est aligné sur le cours de l'euro. La politique monétaire de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ainsi que de raisonnables performances dans le secteur agricole permettraient de restreindre l'inflation.

2.5 Commerce extérieur

La balance commerciale est pratiquement toujours déficitaire depuis l'indépendance du pays. Les exportations ne sont pas diversifiées et sont constituées à 95 pour cent par les noix de cajou, les 5 pour cent restants sont des exportations de coton, de poissons et de bois. Les noix de cajou à l'état brut sont essentiellement exportées vers l'Inde qui les traite par la suite. La Guinée Bissau importe essentiellement du riz pour combler son déficit céréalier (voir le chapitre 4 pour une analyse des bilans céréaliers). La plupart des biens manufacturés, des carburants ainsi que quelques autres produits alimentaires sont également importés.

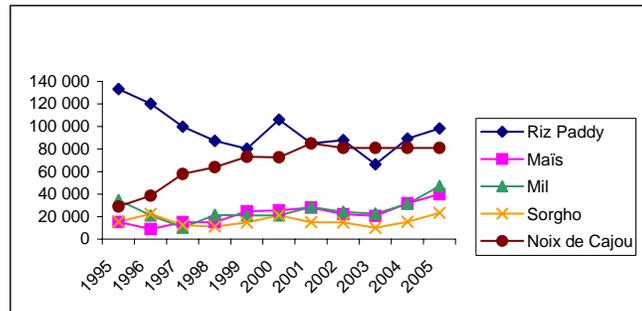
La Guinée Bissau importe ses produits principalement du Sénégal (44 pour cent des importations en 2004). Le commerce régional des produits alimentaires est assez prospère mais les données le concernant ne sont pas collectées. Il en est de même pour de larges quantités concernant l'exportation de poisson.

2.6 Production agricole

2.6.1 Généralités

La Guinée Bissau a un fort potentiel agricole: 35 pour cent de la superficie du pays est à vocation agricole. Cependant ce potentiel est faiblement exploité. Seulement 36 pour cent du total de la surface cultivable est réellement cultivée en raison du manque d'infrastructures adaptées.

Graphe 1 : Production agricole des principales cultures



Source : FAOSTAT

Le graphique montre une tendance à la baisse de la production rizicole depuis 1995, alors que la production de cajou augmente⁹. Ces dernières années, la production de sorgho, de mil et de maïs s'est améliorée. Globalement, on peut dire que l'instabilité politique de 1998-2004 a entraîné une baisse des revenus des populations rurales, la désintégration des services d'appui de l'administration et des ONG, la destruction de nombreuses infrastructures rurales et la dégradation des périmètres hydro-agricoles du pays particulièrement rizicoles et maraîchers. Par ailleurs, le secteur agricole ne bénéficie d'aucun mode de financement formel. Il n'existe pas de banque de développement agricole. Les moyens financiers de l'Etat sont très faibles par rapport aux besoins du pays. Les infrastructures agricoles (biens d'équipement, matériels agricoles) manquent.

2.6.2 Riziculture de mangrove

La culture du riz constitue la base de la sécurité alimentaire nationale. Cependant, le développement de la filière du riz est ralenti par l'enclavement des zones de production, l'insuffisance de l'entretien des ouvrages hydrauliques, l'acidification et la salinisation des sols et des techniques de transformation encore largement traditionnelles. De grandes surfaces de mangrove couvrent les zones côtières de la Guinée Bissau, y compris celles de Tombali et Quinara.

La Guinée Bissau a connu plusieurs projets d'aménagement des rizières de mangrove pour récupérer de nouvelles surfaces et réhabiliter d'autres aménagées traditionnellement. Les difficultés rencontrées par les bénéficiaires pour la gestion et l'entretien des grands ouvrages hydrauliques ont conduit à la dégradation voire à la destruction de la majorité des barrages. Sur 48 rizières récupérées par des grands travaux hydrauliques entre 1960 et 1996, 29 ont été endommagées. La majorité de ces rizières récupérées est actuellement partiellement utilisée, et nécessite une réhabilitation. Tous ces problèmes ainsi que la salinisation et l'acidification des sols engendrent un déclin progressif de la production et de la productivité de ces rizières.

2.6.3 La culture de l'anacarde

⁹ Les données sur la production du cajou (FAO Stat) pour 2002-2005 montrent une production identique, ce qui veut probablement dire que les données pour 2003-2005 ne sont pas encore disponibles.

L'essor de la culture de l'anacarde est devenu un véritable phénomène socioéconomique. L'instauration d'un système de troc entre la noix de cajou et le riz¹⁰ fait que cette culture se généralise de plus en plus et tend à se substituer progressivement aux cultures vivrières contribuant ainsi à modifier les stratégies de la production des paysans. Entre 1996 et 2002, la production a augmenté annuellement de 17 pour cent (source : FAO Stat). En effet, dans la mesure où la culture de l'anacarde se limite à la cueillette celle-ci est plus attrayante que les autres cultures qui sont beaucoup plus exigeante en matière de main d'œuvre. Ainsi, les paysans préfèrent cueillir des noix de cajou et avec les revenus qu'ils en tirent se procurer du riz.

Cette dynamique est également la conséquence d'une conjoncture mondiale favorable à la noix de cajou. Les prix internationaux relativement élevés par rapport à ceux du riz ont permis au pays de vendre sa production à des cours élevés afin d'importer à des cours attractifs. Néanmoins, il n'est pas certain que les producteurs en bénéficient: en octobre 2005, les prix du riz et de cajou sur les marchés internationaux étaient de 120 FCFA/kg et 300 FCFA / kg, alors que les prix en Guinée Bissau étaient dans la situation inverse soit de l'ordre de récemment 275 FCFA et 100 FCFA / kg.

Tableau 1 : Prix du riz et des noix de cajou au 3^e trimestre 2005 (en \$ EU)

	Juillet	Août	Septembre	Octobre
Riz	207	213	216	217
Noix de cajou	595	591	582	551

Source : Afristat

La noix de cajou est pratiquement le seul produit exporté. Par conséquent, l'économie Bissau guinéenne est totalement dépendante de ce marché. Il est donc essentiel de diversifier les cultures en Guinée Bissau au profit de cultures génératrices de revenus et de devises.

2.7 Sécurité alimentaire

2.7.1 Généralités

L'enquête CFSVA¹¹ du PAM la plus récente, la collecte de données date de Juin 2004, regroupe les ménages en 4 catégories de sécurité alimentaire¹². Cette classification a été faite en tenant compte de la part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales et de la fréquence et la diversité de l'alimentation.

- les ménages très vulnérables à l'insécurité alimentaire: 34 pour cent de la population. Ces ménages consacrent 92 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation.
- les ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire: 28 pour cent de la population. Ils consacrent en moyenne 86 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation.
- les ménages potentiellement vulnérables à l'insécurité alimentaire: 11 pour cent de la population. Ils peuvent faire face à d'éventuels chocs et consacrent 63 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation.
- les ménages en situation de sécurité alimentaire: 27 pour cent de la population. Ils peuvent couvrir leurs besoins alimentaires et consacrent 32 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation.

¹⁰ Introduit à l'époque du peso, monnaie inconvertible, pour faciliter les importations du riz et les exportations de cajou.

¹¹ 'Comprehensive food security and vulnerability analysis'.

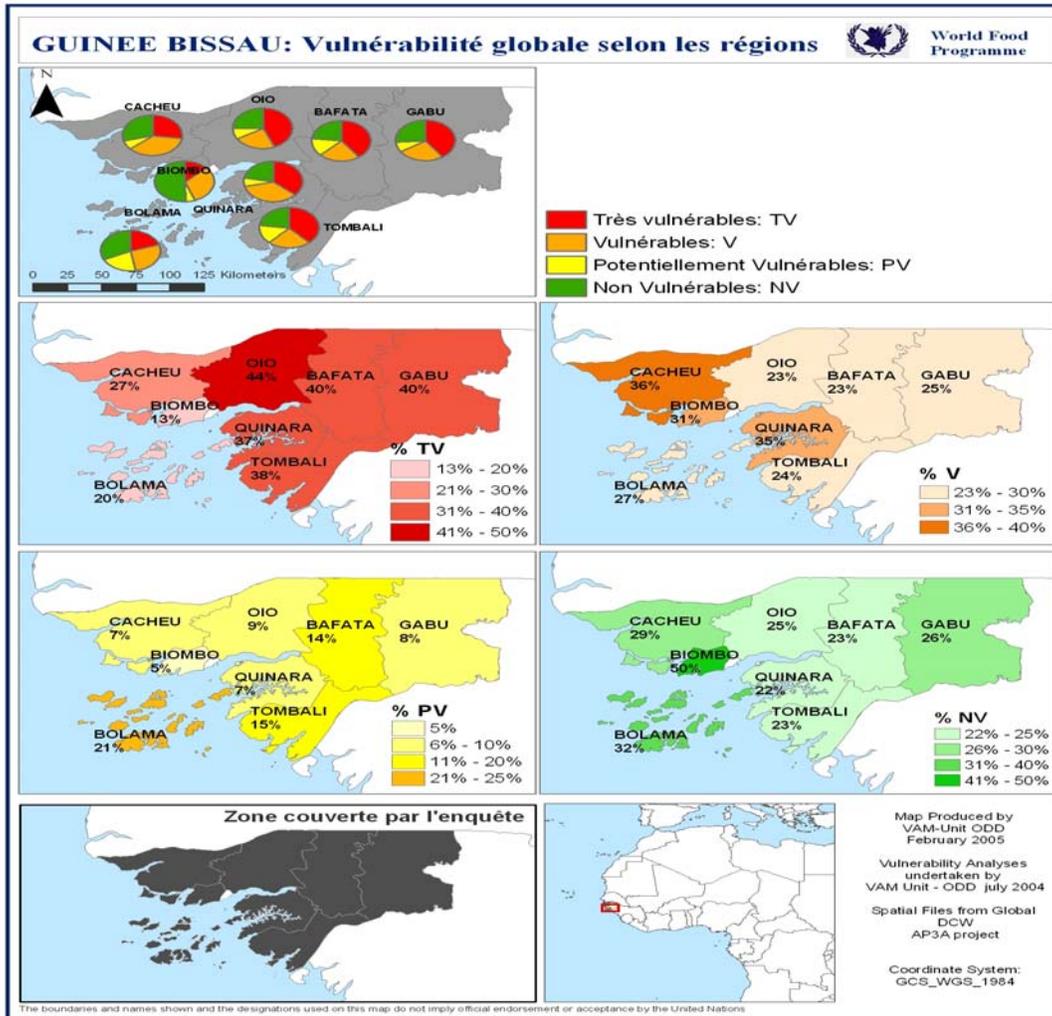
¹² La terminologie employée n'est pas très adéquate; les catégories 'très vulnérable' et 'vulnérable' seraient mieux être classées comme « insécurité alimentaire sévère » et insécurité alimentaire modéré.

En ce qui concerne la diversité de l'alimentation, il existe des différences frappantes entre les groupes. En effet, les plus vulnérables ont un régime essentiellement à base de céréales et consomment ces céréales en moyenne 1 fois par jour, alors que les moins vulnérables consomment deux à trois fois par jour des céréales et des tubercules. De plus, la consommation des ménages les plus vulnérables est caractérisée par un manque de protéines et de fruits comparés à la consommation des autres ménages. L'analyse des régimes alimentaires est approfondie au chapitre 6.1.

Il est estimé que les niveaux d'insécurité alimentaire élevés le sont de façon chronique. Néanmoins, vu que les données ont été collectées au début de la période de soudure (juin) et que l'année 2003/4 était une année de production agricole médiocre, il est possible que l'insécurité alimentaire trouvée pendant la CFSVA soit en partie conjoncturelle.

2.7.2 Sécurité alimentaire dans les régions de Tombali et Quinara

Les deux régions se caractérisent par un niveau d'insécurité alimentaire plus élevé que la moyenne nationale. La prévalence de la classe 'très vulnérable à l'insécurité alimentaire' est de 37-38 pour cent dans les deux régions, alors qu'elle est de 34 pour cent au niveau national. Si on ajoute les deux catégories 'très vulnérable' et 'vulnérable', Quinara a le taux le plus élevé du pays (72 pour cent), alors que Tombali se trouve à la moyenne nationale (62 pour cent). Voir les graphes ci-après pour les détails par région.



2.8 Etat nutritionnel

2.8.1 Malnutrition chez les enfants

Les deux enquêtes sur la malnutrition : le MICS (Multiple Indicator Cluster Survey) de 2000 et la CFSVA de 2005 ont présenté les résultats suivants.

L'enquête VAM a fait rapport d'un taux de malnutrition aiguë de 5,4 pour cent chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, taux cependant inférieur au taux habituel de 10 pour cent des pays africains. Le taux de malnutrition chronique est de 32 pour cent, taux supérieur au seuil critique des pays africains qui est évalué à 30 pour cent. On peut noter une nette diminution de la malnutrition aiguë en 5 ans entre 2000 et 2005.

Tableau 2 : Prévalence de la malnutrition

Région	Aiguë		Chronique		Insuffisance pondérale	
	VAM	MICS	VAM	MICS	VAM 2005	MICS

	2005	2000	2005	2000		2000
	% d'enfants	% d'enfants	% d'enfants	% d'enfants	% d'enfants	% d'enfants
Tombali	7,1	9,8	25,6	26,0	22,6	21,0
Biombo	7,0	5,0	26,9	28,3	21,0	17,2
Bafata	6,9	9,1	34,6	37,5	30,8	28,5
Ohio	5,4	15,1	36,0	34,5	31,2	32,4
Cacheu	5,1	9,2	29,2	29,1	21,0	23,3
Quinara	4,8	13,2	33,3	23,2	23,9	23,8
Bolama	4,0	5,6	24,2	26,2	14,5	16,2
Gabu	3,4	13,7	40,6	45,2	27,1	37,1
TOTAL	5,4	10,3	32,0	30,4	24,6	25,0

\ a : Source: 'Nutrition feasibility Study', WFP, 2005.

La malnutrition est un sérieux problème en Guinée Bissau dans la mesure où dans tout le pays, les ménages pauvres n'ont pas accès à un régime diversifié et équilibré. Leur régime est essentiellement basé sur des céréales et des tubercules. De plus, les services de santé sont assez peu qualifiés. Comparés aux autres tranches d'âges, les plus affectés par la malnutrition sont les enfants entre 12 et 35 mois.

La prévalence de la malnutrition varie selon les régions du pays. Les plus touchées sont les régions de Tombali, Biombo et Bafatá pour la malnutrition aiguë et Gabu, Oio Bafatá et Quinara pour la malnutrition chronique. Le pays est également caractérisé par un fort taux de mortalité infantile qui s'élève à 130 %. Le taux de mortalité des moins de 5 ans est de 211%.

2.8.2 Malnutrition maternelle

Selon un document de la FAO, 40 pour cent de la population adulte souffre de déficience énergétique chronique, situation sans doute liée à l'insécurité alimentaire dans le pays notamment pour les ménages pauvres. 22 pour cent des nouveaux-nés naissent avec un poids inférieur à 2.5kg. Cet indicateur reflète la santé et la nutrition de la mère durant sa grossesse et peut aussi être un indicateur du futur état de santé et nutritionnel de l'enfant.

On note les taux suivants:

- Taux de mortalité maternel: 910 pour 100 000 naissance;
- 70 pour cent des femmes souffrent d'anémie; et
- 32 pour cent des femmes souffrent de déficience en iode.

Les femmes ne connaissant pas souvent les bonnes pratiques alimentaires nécessaires concernant les enfants. Le faible état nutritionnel de la mère, ainsi que les conditions d'hygiène vont affecter directement celui de l'enfant qui est alors plus fragile face à des maladies comme le paludisme, les infections respiratoires ou encore les maladies gastro-intestinales.

On note dans l'enquête VAM que la malnutrition est plus élevée chez les mères n'ayant aucun niveau d'éducation voire un niveau primaire, que chez les mères ayant accédé à un niveau d'éducation secondaire.

2.9 Politiques et appui extérieur

En 2000, la stratégie de réduction de la pauvreté avait pour principaux objectifs: i) le renforcement de la gouvernance et la modernisation de l'administration publique; ii) la stabilité macroéconomique; iii) la promotion de la croissance économique et la création d'emplois; iv) un meilleur accès aux services sociaux et aux infrastructures de base; et v) l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables.

Néanmoins, en 2001, le FMI a suspendu temporairement la mise en œuvre de la facilité de la réduction pour la pauvreté et la croissance (Poverty Reduction and Growth Facility). On attend du gouvernement actuel qu'il fasse des efforts concernant le programme d'urgence d'assistance post-conflit, ce qui servira certainement de programme précurseur à un nouveau PRGF.

Les aides financières pour la Guinée Bissau ont été réduites mais pas totalement interrompues. Suite aux élections de 2005, le pays a reçu des fonds pour le développement et des aides pour sa dette de ses principaux donateurs habituels: i) en décembre 2005, l'Union européenne a accepté d'accorder 9,6 millions d'euros pour soutenir le budget du pays; et ii) en mai 2006, la Chine a octroyé une aide de 3,65 millions de dollars pour aider à réhabiliter les infrastructures du pays mais aussi pour venir en aide aux populations déplacées par des combats dans le nord du pays.

Les politiques agricoles ont été fixées dans la Lettre de politique de développement agricole (MDA, 2002). Ses principaux objectifs sont:

- La garantie de la sécurité alimentaire;
- L'augmentation et la diversification des exportations agricoles;
- La gestion rationnelle et la préservation des ressources agro-sylvo-pastorales; et
- L'amélioration du cadre de vie des populations rurales.

Ces objectifs vont permettre d'atteindre une croissance de l'économie agricole qui doit s'accompagner du développement du pays mais également d'un développement humain. En ce qui concerne les rizières en général, la stratégie de développement agricole repose sur: i) l'aménagement et la mise en valeur des rizières de mangrove et des petits bas fonds; et ii) l'amélioration des autres systèmes rizicoles notamment pluviaux afin de garantir leur durabilité.

III. Causes de la crise dans les régions de Tombali et de Quinara

3.1 Causes structurelles¹³

De nombreuses causes structurelles expliquent les problèmes d'insécurité alimentaire chronique. Parmi les plus importantes, on peut noter:

- la dégradation du système de production rizicole dans les mangroves, due – entre autres - à un appauvrissement des sols, un manque de main d'œuvre pour la préparation des sols et un faible entretien des infrastructures; ceci a réduit la capacité de gérer l'eau salée et douce;
- la dépendance d'une pluviométrie très variable pour ces principales sources de revenus des ménages (riz et cajou);
- la faible diversification des revenus et des sources de vivres des ménages;
- un taux élevé de pauvreté qui réduit la capacité de gérer des crises et qui ne permet pas d'investissements importants dans la production;

¹³ Cette section est basée sur la bibliographie et les entretiens avec les personnes ressources.

- la faible intégration dans le système commercial, notamment à Tombali, due à l'enclavement et à l'importance de l'autoconsommation, engendre des difficultés pour vendre des produits (huile de palme, fruits, poisson, etc.) et acheter des produits alimentaires pendant des années de crise; et
- l'instabilité sociopolitique, les très faibles investissements publics et privés et l'absence de bons services techniques et sociaux.

3.2 Causes conjoncturelles¹⁴

Quatre chocs se sont ajoutés cette année aux causes structurelles de la crise. D'abord, il y eu une haute marée en août 2005 qui a conduit à une forte intrusion d'eau dans les rizières mangroves. Ensuite, des faiblesses pluviométriques ont été enregistrées en août/septembre, notamment dans la région de Tombali, secteur de Catio, ce qui a eu un impact défavorable sur la production pluviale, de bas-fonds et de mangrove. En outre, la chute des termes d'échange cajou contre riz a fragilisé l'une des principales stratégies de résilience des ménages pour combler leurs déficits rizicoles. Enfin, une forte présence d'insectes, de rongeurs et de maladies dans les champs rizicoles (plateau, bas fonds et mangrove), les champs de cultures pluviales et dans les plantations d'anacardier a été notée.

Intrusion de l'eau salée. La capacité de gérer l'eau salée et l'eau douce est d'une importance capitale pour la culture de riz mangrove. Comme il a été noté auparavant, elle est souvent mal développée, faute d'investissements suffisants dans l'entretien et l'aménagement des digues et des canaux. En août 2005, la marée étant très élevée. Selon les personnes ressources, de fortes intrusions d'eau salée ont été notées dans les rizières mangroves situées dans les secteurs littoraux (Tite, Empada, Catio, Bedanda, Cacine). Ceci a été confirmé par les villageois. Sur un total d'environ 40 focus groupes, 75 pour cent ont mentionné l'intrusion de l'eau salée comme l'un des principaux chocs subit l'année passée¹⁵.

Faiblesses pluviométriques. Selon le MDA, une pause des pluies de deux semaines a été notée en fin août / début septembre 2005 dans le secteur de Catio. En outre, la pluviométrie a été déficitaire en septembre sur l'ensemble du pays, aussi bien par rapport à l'année passée que par rapport à la normale pour la période 1961-1990. Ceci n'a pas seulement touché les cultures pluviales, mais aussi et surtout les cultures mangroves qui dépendent des pluies pour gérer le niveau et la qualité de l'eau dans leurs bassins. Selon les personnes ressource, la faiblesse des pluies a surtout eu un impact défavorable sur le riz mangrove, la principale culture, les épis étaient alors en état de montaison. Sur un total d'environ 40 focus groupes, plus de 75 pour cent ont mentionné la faiblesse pluviométrique comme l'un des principaux chocs subit l'année passée¹⁶.

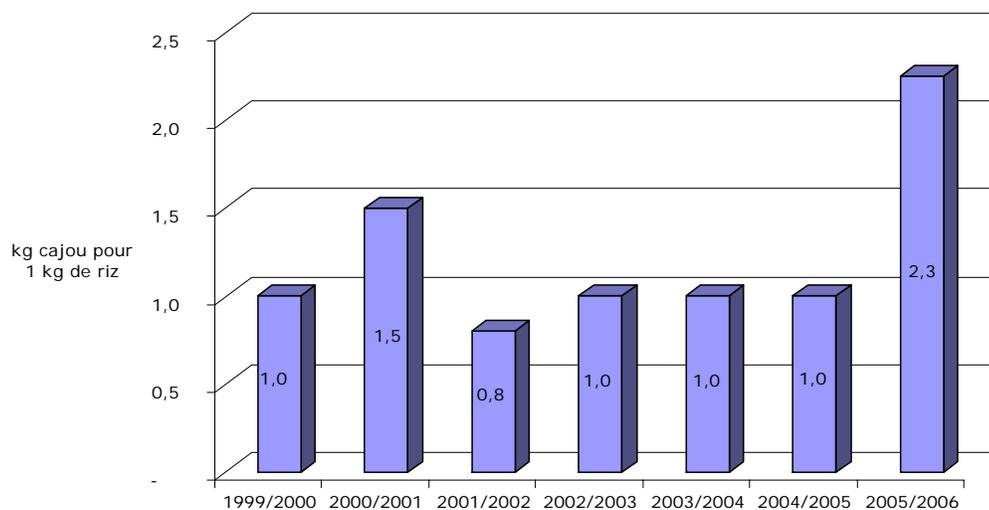
Chute des termes d'échange cajou / riz. Le troc de noix de cajou est l'une des principales stratégies pour faire le pont entre l'épuisement des stocks du riz local tenus par les villageois et la nouvelle récolte rizicole en décembre. En avril / mai, la période de collecte de cajou, les villageois échangent massivement leur cajou pour le riz. Cette année, cette habitude a été gênée par les problèmes de commercialisation de cajou.

¹⁴ Cette section est essentiellement basée sur une analyse des chocs avancés par les villageois pendant les discussions de groupe, et confirmée par les personnes ressources rencontrées par la mission.

¹⁵ Plusieurs raisons pouvaient être évoquées lors des entretiens.

Le graphe ci-après permet d'examiner l'évolution de la quantité de cajou à rendre pour obtenir un kilogramme de riz. Il se dégage que les termes d'échanges se trouvent souvent autour 1 kg de cajou pour 1 kg de riz. Par contre, cette année, il faudra 2,3 kg de cajou pour un kg de riz soit une diminution drastique des termes d'échanges pour les producteurs de cajou. Cette diminution est notamment une conséquence de la chute du prix de cajou qui, selon les villageois, se trouve à 110 FCFA / kg (en moyenne), alors que l'année passée – pendant la même période, le prix était de 250 FCFA / kg. Toujours selon les villageois, le prix du riz importé a connu une légère augmentation de 240 à 250 FCFA de kg.

Graphe 2 : Evolution de termes d'échanges: cajou / riz



Source: République de Guinée Bissau et CILSS, plusieurs rapports d'évaluation de la campagne et les résultats de l'enquête village (pour 2005/2006).

Les raisons de la chute du prix de cajou sont multiples et complexes. L'une des principales raisons évoquées par les personnes ressources lors de la mission à Bissau est l'effet d'annonce d'un prix trop élevé de la noix de cajou - 350 FCFA/kg - par rapport au prix sur le marché mondial (qui s'élevait aux alentours de 300 FCFA/kg en décembre 2005). Pendant la mission, le gouvernement a réitéré sa volonté de vouloir racheter le cajou à un prix de 350 FCFA de kg. En outre, le gouvernement a montré la volonté de surveiller les niveaux des prix payés ce qui a poussé les exportateurs de cajou¹⁶ à ralentir sinon à arrêter leurs activités.

Les importateurs de riz/exportateurs de cajou financent en général une partie importante de la collecte de cajou, à travers l'approvisionnement en riz, via un système de collecteurs/regroupeurs¹⁷. Cette année, toute cette chaîne a été rompue et la campagne de collecte de noix de cajou d'avril/mai s'est effondrée. Les producteurs ne vendent désormais que de petites quantités en cas de besoins, à un prix dérisoire, espérant une hausse des prix de cajou.

Attaques d'insectes, de maladies et de rongeurs. Les villageois ont souvent mentionné ces attaques pendant les focus groupes (75 pour cent des focus groupes). La mission n'a pas pu établir les noms scientifiques de ces animaux. Le rapport sur l'évaluation de la campagne

¹⁶ Ces exportateurs sont en même temps importateurs de riz.

¹⁷ Ces mêmes commerçants ont ralenti leurs importations du riz, ce qui a provoqué un manque de disponibilité de riz.

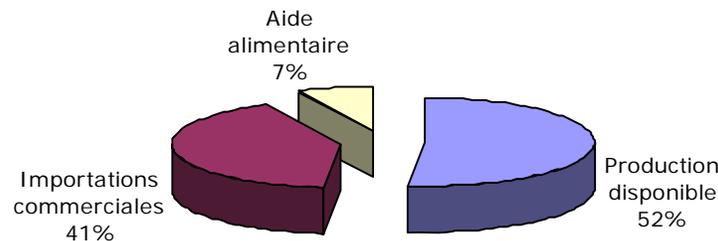
agricole 2005/2006 note notamment la présence: i) des infestations de *Zonocerus Variegatus* sur les cultures de manioc, de riz plateau et dans les pépinières de riz mangrove (Quinara); ii) d'une chenille ravageuse dans les plantations anacardier à Empada (Quinara); et iii) des rongeurs *Thryonomys Swinderianus* sur le riz plateau, l'arachide et le manioc.

IV. Disponibilité des produits alimentaires et les marchés

4.1 Disponibilité au niveau national

La production nationale des céréales couvre en moyenne deux tiers des besoins alimentaires. Un tiers est importé. Bien que la qualité des statistiques agricoles soit mauvaise (voir l'annexe 5 pour les bilans céréaliers), il est clair que les importations jouent un rôle essentiel dans la disponibilité en céréales, notamment celles du riz qui représentent 80 pour cent des importations cérésières. Par exemple, en 2004/2005, seulement 52 pour cent du riz disponible a été produit en Guinée Bissau, tandis que 48 pour cent a été importé (aide plus commerce). Il faudrait noter que le riz est considéré comme le principal aliment de base, notamment dans les régions de Quinara et Tombali. La consommation apparente du riz est d'environ 90 kg, alors que la norme officielle est de 130 kg.

Graphe 3 : Sources du riz disponible (2004/2005)



Source : Rép. de la Guinée Bissau et CILSS, Rapport d'évaluation préliminaire des récoltes.

Les importations de riz sont organisées et financées par les grands commerçants qui exportent le cajou: les commerçants importent le riz pour le troquer contre le cajou¹⁸. Cette année, le gouvernement a annoncé un prix de cajou trop élevé par rapport au prix sur le marché mondial (350 FCFA / kg). Ainsi, les commerçants ne pouvaient pas rentabiliser leurs activités et ont dû diminuer leurs importations de riz et leurs exportations de cajou. Il semble donc probable que le niveau des importations du riz sera à la baisse par rapport au niveau de 2004/2005 (42 000 tonnes), au lieu d'augmenter à 60 000 tonnes, comme prévu en octobre 2005¹⁹. Malheureusement, des statistiques fiables sur le niveau d'importations depuis la dernière récolte n'existent pas. Néanmoins, plusieurs personnes rencontrées pendant la mission, y compris la FAO, ont confirmé la probabilité de cette baisse des importations de riz.

Concernant la production cérésièrè nationale, l'année 2005/2006 était bonne en comparaison avec la moyenne sur 5 ans. Exception faite pour le riz mangrove, les productions rizicoles et des céréales sèches ont grimpé, aboutissant à une hausse de la production nationale de 37 pour cent.

¹⁸ Ce système a été mis en place pendant l'époque de l'inconvertibilité de la monnaie locale, le peso, mais il l'a été retenu même après l'adoption du FCFA.

¹⁹ République de Guinée Bissau et CILSS, Mission d'évaluation préliminaire des récoltes campagne agricole 2005/2006, octobre 2005.

Il faudrait noter que la mission d'évaluation de la récolte a effectué sa visite de terrain avant la récolte du riz mangrove, qui a eu lieu seulement en décembre 2005.

Tableau 3 : Production céréalière (en tonnes, riz en paddy)

Production céréalière	2004/2005	2005/2006	Moy. 5 ans	Chang. \ a
Riz mangrove	24 300	18 225	22 110	-18%
D'autres type de riz	64 892	80 115	65 614	22%
Sous total riz	89 192	98 340	87 724	12%
Céréals sèches	82 183	114 098	67 784	68%
Total	171 375	212 438	155 508	37%

\ a: Par rapport à la moyenne

Source : République du Guinée Bissau et CILSS, Rapport d'évaluation préliminaire des récoltes, octobre 2005.

Pour conclure, la hausse de la production nationale a fortement contribué à une amélioration de la disponibilité en céréales au niveau national cette année. Par contre, la chute de la production du riz mangrove et la baisse probable des importations de riz ont contrecarré cette situation favorable. Des statistiques sur le commerce transfrontalier n'existent pas. Néanmoins, il paraît probable que la hausse de la production rizicole dans les bas-fonds qui est soumise aux aléas climatiques n'ait pas pu compenser la diminution des importations du riz et de la production riz mangrove. La disponibilité du riz au niveau national serait donc à la baisse.

4.2 Disponibilité locale, marchés et prix²⁰

Les principales sources d'approvisionnement des régions de Tombali et Quinara sont la production locale dans les mangroves et le troc du cajou contre riz. Si on prend la norme officielle de consommation de riz de 130 kg par habitant comme point de départ, la production mangrove couvrirait en 2004/2005 9 mois des besoins, alors que le troc couvrirait environ 3 mois des besoins²¹.

Selon la mission d'évaluation de la sécurité alimentaire de mai 2006, la production rizicole de mangrove était à la baisse en 2005/6: de 14 600 tonnes en 2004/5 elle est passée à 11 000 tonnes, soit une baisse de 3 400 tonnes. Cette production couvrirait environ 6 mois des besoins, sur la base de la norme de 130 kg. Cette réduction de la couverture des besoins a été confirmée pendant tous les 'focus groupes' avec les villageois. Donc, il existe cette année un plus grand besoin que la normale d'augmenter le flux de riz 'importé' dans les régions.

Comme il est expliqué ailleurs (chapitre 4.1 et 5.2), la principale manière de réaliser cet influx de riz importé – la vente du cajou pour le troc avec le riz - a été freinée cette année, ce qui a réduit la disponibilité du riz importé dans les deux régions à un très bas niveau. Ce problème a été accentué par le manque d'autres revenus au niveau des ménages (due à la monoculture et à la difficulté de commercialisation d'autres produits), la demande atomisée, les frais élevés de transport et l'enclavement des deux régions, notamment de Tombali. Bien qu'une analyse approfondie des marchés n'ait pas pu être menée en raison du court délai de la mission, ces facteurs indiquent qu'une bonne disponibilité au niveau national ne se traduit pas automatiquement par une bonne disponibilité au niveau local.

²⁰ La présente évaluation se limite au riz, car les autres céréales sont très peu consommées dans les régions de Tombali et Quinara.

²¹ Il faut noter que cette approche est un peu simplifiée, car la production sous conditions pluviales et le commerce normal ne sont pas pris en compte, néanmoins, ces deux sources sont d'une moindre importance.

La mission a pu constater que le riz n'était pas disponible sur les marchés locaux ni dans les villages – hors quelques exceptions à Quinara. Les villageois sont très souvent obligés de se rendre au principal marché de la région pour se procurer du riz. Sur ces marchés, la disponibilité du riz se limite à quelques sacs.

Selon les villageois, le prix du riz importé (100 pour cent brisures, type A1S) sur les marchés sous-régionaux a augmenté légèrement de 240 FCFA / kg en juin 2005 à 250 FCFA / kg actuellement; parfois le prix de 300 FCFA a été atteint²².

V. Modes de subsistance et accès aux aliments

5.1 Introduction

Les secteurs les plus touchés par les chocs conjoncturels - à savoir: Tite, Empada, Catio, Bedanda et Cacine – sont assez homogènes en termes de modes de subsistance. Globalement, il existe deux catégories de modes de subsistance.

La première catégorie de mode de subsistance est basée sur la culture du riz mangrove. Tous les ménages dans cette catégorie cultivent le riz mangrove pêchent et cueillent des fruits dans les forêts. Cinquante pour cent des ménages cultivent des noix de cajou et produisent de l'huile et du vin de palme ou bien font un peu de production maraîchère, de tubercules ou de cultures pluviales comme l'arachide. Les ménages aisés ont des petits ruminants et / ou des poules. La mission estime que 90 pour cent des ménages des secteurs touchés appartiennent à cette catégorie de modes de subsistance.

La seconde catégorie de mode de subsistance est basée sur la production rizicole dans les bas fonds et / ou sur les plateau. En dehors de cette production rizicole, les ménages cultivent, dans presque 100 pour cent des cas, des tubercules (patate douce et manioc), de l'arachide ou de produits maraîchers. En outre, ils font la cueillette des fruits dans les forêts. Ils cultivent parfois aussi la noix de cajou et produisent de l'huile et du vin de palme. Les ménages aisés ont de petits ruminants et / ou des poules. La mission estime que seulement 10 pour cent des ménages des secteurs touchés appartiennent à cette catégorie.

5.2 Conséquences des chocs sur les riziculteurs mangrove

Les conséquences directes des quatre principaux chocs (la forte intrusion de l'eau salée, la faible pluviométrie, la chute de termes d'échanges cajou / riz et les infestations des cultures) se résument comme suit: une réduction de la quantité de riz mangrove récoltée, une fragilisation de la stratégie de troc de cajou contre riz et une diminution de la récolte d'autres cultures.

Ces conséquences ont poussé les villageois à changer leurs comportements. Par exemple, ils ont: consommé leurs semences, augmenté leurs activités de pêche pour l'autoconsommation et la vente et ont renforcé leur production et vente d'huile de palme.

Réduction de la récolte riz mangrove. Elle a été estimée à 65-70 pour cent par les villageois, mais il est probable qu'ils aient surestimé cette baisse dans le but de recevoir un appui extérieur. Le gouvernement et le CILSS ont, eux, estimé la réduction de la production riz mangrove à 25 pour cent; il faut cependant noter que cette estimation date de la période avant récolte.

²² Veuillez noter qu'aucune institution ne collecte et analyse les prix des produits alimentaires de façon systématique.

Cette dernière estimation a été reprise par la mission précédente qui a, elle, estimé que la production du riz mangrove dans les deux régions est tombée de 14 580 tonnes à 11 000, soit de neuf mois à six mois de couverture de besoins. En tous cas, pendant les deux missions sur le terrain²³, aucun stock de riz local n'a été trouvé dans les villages, donc, cinq mois après la récolte de décembre 2005, la production locale était épuisée. Pour conclure, il est vraisemblable que la baisse de production était plus élevée que 25 pour cent, mais moins élevée que le 65-70 pour cent avancés par les villageois. Pour s'approvisionner en riz, les villageois ont du commencer à acheter le riz importé plus tôt que d'habitude et en quantités plus importantes.

Baisse des revenus de cajou. La baisse des termes d'échange cajou/riz de 1 kg de riz pour 1 kg de cajou à 1 kg de riz contre 2,3 kg de cajou a entraîné une diminution des revenus 'cajou' des producteurs d'environ 60 pourcent. Par contre, la récolte de noix de cajou était bonne cette année. Les villageois estiment qu'elle a augmenté d'environ 40 pour cent²⁴. En se basant sur cette estimation, les ménages ont donc perdu environ 20 pour cent de leurs revenus en termes de riz obtenu. Il faut noter qu'une partie seulement des villages et de la population s'occupe de la production et de la commercialisation de la noix de cajou.

Diminution de la récolte d'autres cultures. Bien que l'impact de la faible pluviométrie et des insectes sur la production agricole puisse être important pour certains ménages, la mission estime que l'impact global sur le mode de subsistance des riziculteurs mangrove est en général réduit. Ces activités sont en effet d'une moindre importance pour ces ménages et l'impact des insectes a plutôt été ponctuel et concentré dans des zones bien précises. De plus le manque de pluie n'était pas catastrophique et s'il a réduit les rendements, il n'a pas détruit les récoltes de façon substantielle.

Stratégies de résilience : changement des comportements non-alimentaires²⁵. Les ménages ont appliqué plusieurs stratégies non-alimentaires pour profiter des ressources abondantes proches de chez eux afin de faire face aux chocs conjoncturels. Les villages dont les revenus profitaient d'un degré de diversification plus important font face aux chocs plus facilement. En général, ces stratégies sont durables et n'ont pas d'impact négatif majeur sur leur mode de subsistance ni sur leur environnement, exception faite pour la consommation des semences, la collecte de bois et la production de charbon qui pourraient entraîner une dégradation des forêts. Les principales stratégies citées par les villageois sont présentées dans le tableau suivant:

Tableau 4 : Stratégies de résilience des villageois

Stratégies très importantes	Augmentation des activités pêche pour l'auto-consommation et la vente Augmentation de la plantation du manioc Augmenter de la plantation de la patate douce Consommation des semences Cuillette, consommation et vente des fruits (farroba, folie, manganas, mangues,...)
Stratégies fréquentes	Démarrer nouvelles activités génératrices de revenus Vente des biens non productifs (pagne, etc.)
Stratégies moins fréquente	Augmenter la production de maïs, d'arachide etc. Vente des poules/canards et parfois des chèvres Augmenter production et vente d'huile de palme Production et vente de charbon Production et vente du sel

Source : Enquêtes villages, juin 2006.

²³ Mai 10-13 et Juin 24-27.

²⁴ La mission n'a pas pu avoir des estimations officielles sur la récolte de cajou.

²⁵ Les stratégies alimentaires seront passés en revue dans le chapitre suivant.

Dans la majorité des villages, les ménages ont développé leurs activités de pêche et élargi leurs plantations de manioc et de patate douce. De plus, la cueillette, la consommation et la vente des fruits ‘sauvages’ et des feuilles, activités normales et très répandues dans la zone ont été étendues cette année. Les villageois ont non seulement cueillis, consommé et vendu une plus grosse quantité de fruits et de feuilles mais ont aussi utilisé de nouveaux types de fruits et de feuilles. Il n’existe pas d’estimations quantitatives sur l’importance des revenus (en nature ou en espèces) tirés de ces activités. Les ménages ont aussi consommé leurs semences dans la plupart des villages²⁶.

L’augmentation de la culture du manioc n’aura un effet qu’en août 2006, puisque le manioc n’a été planté qu’en octobre 2005 et ne sera pas récolté avant août 2006. La patate douce a, elle, été récoltée au début de l’année. Les deux produits sont actuellement très peu disponibles dans les villages. Il faut noter que les cultures de manioc et de la patate douce n’ont pas été très répandues dans cette zone jusqu’à maintenant, et que la maîtrise de cette culture n’est pas toujours assurée. Bien que le manioc qui sera récolté en août 2006, puisse couvrir des besoins familiaux pendant quelques semaines dans certains foyers, la mission estime que son importance à un niveau global est réduite (petites superficies, nombre limité des ménages).

L’augmentation de la pêche est la principale stratégie non-alimentaire. Il s’agit particulièrement de la pêche en pirogue, la capture des crabes dans les rizières, la pêche à la canne ou avec des filets. La mission a constaté qu’à Tombali, les poissons et les crabes sont essentiellement destinés à l’auto-consommation, alors qu’à Quinara, ils sont aussi vendus, notamment aux commerçants qui fréquentent Bissau. Cette dernière région est beaucoup mieux intégrée dans le système commercial du pays (moins enclavée).

Concernant les autres stratégies, elles aident les ménages à enrichir leur consommation alimentaire. Si les ménages peuvent vendre du poisson, du charbon, de l’huile de palme, etc., ils peuvent même continuer à acheter du riz qui constitue la base des repas. Néanmoins, pour les villageois qui n’ont pas cette possibilité – notamment à Tombali – la composition de leurs repas risque de devenir plus déséquilibrée. Par exemple, plusieurs villageois ont indiqué qu’ils mangeaient uniquement des mangues séchées et du jus de cajou.

Il est évident que de différences existent au sein de cette catégorie de ‘riziculteurs mangrove’. Les ménages qui dépendent (presque) exclusivement des mangroves sont plus touchés par la crise que les ménages qui ont diversifié leurs activités vers la production d’huile de palme, de cajou, etc.

5.3 Conséquences des chocs sur les riziculteurs plateau/bas fonds

Les conséquences des chocs cités ci-dessus sur ce groupe sont moins prononcées, notamment au niveau de la production rizicole. Les faiblesses des pluies ont plutôt réduit les rendements que détruit la récolte. Néanmoins, dans certain cas, un manque de capacité de gestion de l’eau douce – problème structurel – a fait chuter la production rizicole. La chute des termes d’échanges riz/cajou est le même que sur le groupe « riziculteurs mangrove » (voir 5.1).

5.4 Initiatives du gouvernement et des partenaires

L’assistance fournie aux villageois touchés par les chocs conjoncturels se limite à: i) la distribution de semences, une activité jugée très importante par la mission; et ii) les programmes

²⁶ Le manque de semences a été mentionné dans presque tous les villages de la nouvelle campagne agricole, ce manque est une conséquence de la consommation des semences par les villageois.

‘nutrition’ et ‘Vivres-contre-travail’ gérés par le PAM (PRRO actuel) et mise en œuvre avec ses partenaires (AD, Projet Biodiversité).

Les prévisions pour la distribution des semences de riz ont été résumées dans le tableau suivant. Selon la FAO, leur distribution couvrira 80 pour cent des ménages et 40 pour cent des superficies. Si on ajoute les autres appuis, il devient clair que presque chaque ménage de riziculteurs pourrait recevoir des semences riz, qui lui permettraient d’ensemencer une partie de ses terres. Les principales contraintes de ces distributions mangroves sont: i) l’achat de semences de bonne qualité et en temps voulu (le projet n’a été approuvé par la FAO que fin juin 2006) pour la nouvelle campagne; et ii) le ciblage et la coordination des distributions par les différents intervenants.

Tableau 5 : Distributions de semences de riz

FAO	500 tonnes, 12 500 bénéficiaires
Gouvernement	53 millions FCFA, +/- 100 tonnes et 4 000 bénéficiaires
LVIA \ a	12 tonnes
PNUD / Projet IBAS \ b	9 tonnes
Total	621 tonnes
\ a: Associacao Internacional Voluntarios Leigos	
\ b: Projet Inde, Brésil, Afrique du Sud	

Le PAM avait – même avant cette crise conjoncturelle – prévu d’assister les populations de Quinara et Tombali à travers son programme de Vivres-contre-travail (prévision : 700 tonnes pour 2006). Au moment de la mission, des contrats étaient en cours avec l’ONG AD et le projet Biodiversité. Par ailleurs, un troisième contrat était sur le point d’être signé avec le MDA et la Mission Evangélique à Catio. L’ensemble de ces contrats couvrent 5 000 participants et 35 000 bénéficiaires.

En outre, le PAM met à la disposition de Caritas des vivres pour leurs programmes nutritionnels enfants et femmes enceintes / allaitantes dans la région de Tombali. Le contrat qui couvre 5 régions prévoit un total de 5 200 bénéficiaires sur une période de 12 mois et une quantité de 776 tonnes.

VI. Consommation alimentaire, état nutritionnel et sanitaire

6.1 Conséquences sur la consommation alimentaire

Pendant les focus groupes de l’actuelle mission, des informations concernant la diversité et la fréquence de la consommation alimentaire ont été collectées. Elles sont synthétisées dans la dernière colonne du tableau suivant. En moyenne, les ménages consomment une fois par jour des céréales (riz), 0,8 fois des protéines (presque toujours du poisson), une fois par jour des fruits (mangues, folie, farroba, manganas), 0,3 fois de l’huile de palme et 0,1 fois du sucre. Il est intéressant de comparer ces résultats avec les données collectées pendant la CFSVA de juin 2004. Néanmoins, il faudra noter que la méthodologie de collecte et d’analyse des données était différente et que les comparaisons doivent être faites avec beaucoup de précaution.

Les données collectées dans le cadre de la CFSVA²⁷ montrent qu’en juin 2004, environ 15 et 30 pour cent de la population avaient respectivement un régime alimentaire très pauvre ou moyen (voir le tableau ci-après). Ce régime très pauvre n’était absolument pas diversifié et la fréquence de consommation des aliments était très faible. Les ménages consommaient moins d’une céréale par jour (0,9) et moins d’une protéine tous les 2 jours (0,4). Ils étaient considérés en grande insécurité alimentaire. Concernant le régime alimentaire moyen, la consommation de céréales

²⁷ Ces données ne faisaient pas partie du rapport de la CFSVA mais elles étaient disponibles auprès du PAM Dakar.

était quotidienne et assez diversifiée; les ménages consommaient au moins une céréale par jour, mais moins d'une protéine par jour. Ils étaient considérés en insécurité alimentaire.

Tableau 6 : Consommation alimentaire en juin 2004 et juin 2006

Prévalence de regime alimentaires (en %)	Résultats CFSVA \ a				actuel
	très pauvre	moyen	assez bon	bon	
Tombali	12	27	39	21	100
Quinara	15	33	37	15	100
Consommation journalière	très pauvre	moyen	assez bon	bon	actuel \ b
Céréales	0,9	1,3	1,7	2,4	1
Tubercules	-	-	0,1	0,3	-
Proteines animales / légumineuses	0,4	0,9	1,6	2,6	0,8
Légumes et fruits	0,1	0,6	1,0	1,4	1
Huiles et matière grasse	0,3	0,6	0,9	1,3	0,3
Sucrieries	0,1	0,3	0,6	0,9	0,1

\ a: Données collectées en juin 2004, les scores hebdomadaires sont divisés par 7.

\ b: Données collectées en juin 2006, les fréquences journalières ont été recueillies sur le terrain.

Le régime alimentaire actuel est présenté dans la dernière colonne du tableau 6. La comparaison du régime actuel avec les régimes de 2004 montre que le régime moyen actuel se trouve entre un régime alimentaire très pauvre et moyen. Cent pour cent de la population se trouve donc dans ces catégories, alors qu'environ 45 pour cent faisaient partie de ces catégories en 2004. On peut conclure à une détérioration substantielle du régime alimentaire suite aux chocs conjoncturels.

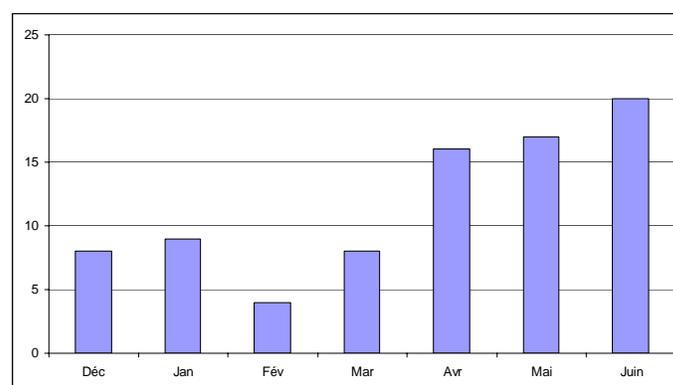
Selon les villageois le nombre de repas par jour a diminué de 2,4 en juin 2005 à 1,2 en juin 2006 (moyennes). La mission considère que la fréquence actuelle d'environ un seul repas par jour semble correcte, alors qu'il est difficile de vérifier les 2,4 repas par jour de l'année passée.

Les sources en approvisionnement n'ont pas changé: le riz est essentiellement obtenu par troc de cajou et parfois acheté grâce aux revenus générés par la vente des fruits sauvages, du charbon et de l'huile et vin de palme. Les autres aliments sont obtenus par la cueillette (fruits), la production personnelle (sel, huile de palme) et la pêche.

6.2 Evolution récente de la malnutrition chez les enfants

Chaque année, les cas de malnutrition doublent ou triplent pendant la période de soudure, de juin à novembre (pour les zones dépendant du riz mangrove). Les données de Caritas Bedanda de 2005 confirment ce cycle, avec par exemple 10 nouveaux cas de malnutrition en avril 2005 et 20 nouveaux cas en juillet 2005. Aussi, les données de l'hôpital de Tite, présentées dans le graphique suivant, permettent d'observer cette augmentation cyclique.

Graphe 4 : Nouveaux cas de malnutrition chez les enfants < 5 ans en 2006



Source : Hôpital de Tite

Selon les interlocuteurs spécialisés dans l'assistance aux enfants malnourris, rencontrés sur le terrain, la prévalence de nouveaux cas de malnutrition est en hausse cette année. Ainsi, les centres nutritionnels de Caritas à Bedanda et à Empada et l'hôpital de Tite ont confirmé que l'augmentation cyclique de la malnutrition est plus prononcée cette année que les années précédentes. Malheureusement, il n'y pas encore de données disponibles, collectées systématiquement qui peuvent confirmer ces opinions exprimées. Il est cependant clair qu'un signe d'alerte a été donné par les experts sur le terrain.

Une enquête du PAM sur la malnutrition chez les enfants, actuellement en cours dans 5 régions du pays, a enregistré 7 enfants malnourris sur 44 dans la région de Tombali (malnutrition aiguë), soit 15 pour cent. Bien que ces résultats ne soient pas représentatifs au niveau de Tombali, ils sont néanmoins préoccupants.

Les causes de la malnutrition sont multiples et complexes. Selon les interlocuteurs de la mission, la cause principale est le faible accès aux aliments. La deuxième cause serait la mauvaise utilisation des aliments disponibles: repas très abondants pendant les fêtes et maigres le reste du temps.

6.3 Observations liées à la santé, à l'eau et à la mortalité²⁸

Les réponses aux questions relatives à la fréquence des diarrhées, de la fièvre et de la toux avec des difficultés respiratoires ne permettent pas de tirer une conclusion sur l'évolution de cette année par rapport à l'année passée. La moitié des villageois ont noté que la fréquence était à la hausse, alors que le reste a indiqué que le pourcentage est à la baisse. Par contre, la grande différence est l'absence de choléra (il y avait eu une épidémie l'année passée). L'hôpital de Tite n'a pas encore enregistré de cas de choléra cette année.

Les villageois se procurent de l'eau en la puisant dans un puits amélioré, traditionnel ou par un forage; l'eau de surface n'a pas été mentionnée comme source d'eau. En général, l'accès à l'eau est difficile en avril/mai, avant la saison des pluies, quand les puits sont asséchés. Cette année, la situation ressemble à celle de l'année passée.

Plusieurs cas de décès d'enfants ont été mentionnés par des villageois, notamment dans les villages d'Iusi, de Mato Farroba et de Caur de Baixo. Souvent les villageois avancent l'absence de traitement de l'eau, due au manque d'argent comme cause de décès. Il est nécessaire de vérifier ces déclarations, notamment en raison des tabous existants sur ce problème.

VII. Problèmes de la sécurité alimentaire: état actuel et perspectives

7.1 Principaux problèmes actuels de la sécurité alimentaire

Une faible disponibilité de riz... La disponibilité de riz dans les deux régions de Tombali et de Quinara est médiocre sinon mauvaise. La chute de la production rizicole locale, l'enclavement des deux régions, la demande atomisée et la baisse des importations et du commerce du riz vers les deux régions ont contribué à cette faible disponibilité du riz. En outre, le riz n'est pas disponible dans les petits villages ni sur les petits marchés locaux; On peut cependant le trouver sur les grands marchés régionaux, mais toujours en faibles quantités.

²⁸ En se basant sur les résultats des focus groupes.

Un accès plus difficile aux aliments.... Suite à la chute de la production de riz des ménages, ces derniers sont obligés d'acheter de plus grandes quantités de riz sur les marchés (ou faire le troc). En même temps, leur deuxième source de revenus, le cajou, a subi une chute de prix de 60 pour cent. Cette baisse n'est que partiellement compensée par une augmentation des quantités récoltées. D'autres sources de revenus étant quasiment inexistantes, les ménages du mal à trouver de l'argent, notamment à Tombali, pour pouvoir acheter du riz.

Mais, il existe un certain potentiel pour des stratégies d'adaptation... Les ménages ont réagi pour faire face aux chocs par: i) une extension des superficies cultivées en manioc etc.; ii) la cueillette des fruits dans les forêts, comme le mangue, le farroba, le folie; iii) une augmentation de la production d'huile et de vin de palme; et iv) l'intensification de leurs activités de pêche. Ces opportunités permettent aux ménages de compléter leur alimentation. En outre, dans les zones où l'accès aux marchés est plus facile et où le pouvoir d'achat est bon, comme à Tite, près de Bissau, les ménages peuvent vendre leurs produits pour financer l'achat de riz.

Une détérioration de la consommation alimentaire. Le régime alimentaire peut être qualifié de pauvre, avec en moyenne un repas par jour, essentiellement composé de riz, de mangues, de sel et souvent de crabes ou poisson. Le riz est acheté, alors que les fruits sont cueillis, le sel produit par les ménages eux-mêmes et les crabes pêchés dans les rizières.

7.2 Perspectives sans aide alimentaire extérieure

La prochaine récolte de riz mangrove n'a lieu qu'en décembre 2006, donc dans 6 mois. Entre-temps, les stocks de cajou diminueront et il sera de plus en plus difficile pour les ménages de se procurer du riz, notamment pour ceux sans stocks importants de cajou et ceux qui se trouvent loin de marchés. En outre, la saison des mangues est presque terminée (début juillet) et la récolte de manioc en août ne sera une solution que pour une partie limitée des ménages. Il est par ailleurs possible que la récolte du riz bas-fonds/pluvial en octobre – qui n'est pas très importante dans ces régions - offre quelques opportunités pour les riziculteurs mangrove d'emprunter du riz à ces autres riziculteurs; néanmoins, cela sera de faible portée.

Il faut s'attendre à ce que, sans aide extérieure, le régime alimentaire continue à se détériorer avec une majorité de la population rurale qui consomme de plus en plus uniquement des produits de la nature: crabes, sel, fruits sauvages et feuilles d'arbres. Les ménages qui suivent ce régime alimentaire très pauvre sont en insécurité alimentaire.

Les changements du niveau de sécurité alimentaire des ménages passent par trois voies :

- Extension de la période de soudure (cyclique) avec un début précoce (de 6 mois au lieu de 3 mois);
- Elargissement du groupe en insécurité alimentaire avec des ménages qui étaient auparavant dans les groupes potentiellement vulnérables et non vulnérables; et
- Intensification du degré de l'insécurité alimentaire, vu par exemple à travers le régime actuel de consommation alimentaire.

Concernant la malnutrition, la mission estime que l'évolution cyclique de la prévalence – qui est toujours à la hausse pendant la période de juin à novembre – sera plus prononcée cette année. Il est attendu que les taux de malnutrition aiguë grimpent pendant les prochains mois.

7.3 Besoins globaux d'aide alimentaire

La population totale des deux régions s'élève à 149 000 personnes (en 2006), dont 115 000 habitent dans les cinq secteurs prioritaires²⁹. Il est estimé que 90 pour cent des ménages ont une activité essentiellement orientée vers la production de riz mangrove, soit 104 000 personnes. En se basant sur les analyses résumées dans les chapitres précédents, la mission estime que 75 pour cent des ménages 'riziculteurs mangrove' sont en insécurité alimentaire, soit 77 000 personnes. Comme il a été expliqué précédemment, une partie substantielle de la population connaît chaque année une période d'insécurité alimentaire mais cette année un autre groupe s'est ajouté à cette population. En outre, cette année, le degré d'insécurité alimentaire s'est accru et la période d'insécurité alimentaire est plus longue.

Tableau 7 : Estimation de la population en insécurité alimentaire

Population totale	149 000
Population des secteurs prioritaires	115 000
Riziculteurs mangrove	104 000
Personne en insécurité alimentaire	77 000

La mission estime qu'une assistance alimentaire est nécessaire jusqu'à la prochaine récolte, début décembre, soit pour 5 mois, pour le groupe des 77 000 personnes. Vu que les ménages ont encore des ressources (cajou et autres) et disposent de stratégies de résilience souvent durables et acceptables, la mission estime que les ménages peuvent- en moyenne – s'approvisionner pour 50 pour cent de leurs besoins. La méthode utilisée pour estimer ce pourcentage est le 'Classement fondé sur l'appréciation subjective des modifications d'accès alimentaire des ménages'.. Elle se traduit en termes de céréales (riz) dans un besoin de 2 900 tonnes (77 000 multiplié avec 150 jours et 250 grammes).

Cette estimation est moins élevée que les 4 200 tonnes estimées par la mission précédente sur la base du déficit en riz dans les deux régions, grâce à: i) la prise en compte des stratégies de résilience des ménages; ii) la considération du rôle de commerce; et iii) la concentration sur la population de 5 secteurs prioritaires. Ces considérations ont compensé l'extension de la période de l'aide de 4 à 5 mois.

Il est évident que l'estimation de 2 900 tonnes reste globale et que d'importantes variations en besoins d'aide alimentaire existent au niveau des villages et ménages. Cette diversité sera évaluée dans le chapitre suivant.

VIII. Contraintes, options de réponses et de ciblage

8.1 Principales contraintes à la mise en œuvre d'une aide d'urgence

8.1.1 Capacités de mise en œuvre

Les ONG identifiées sur le terrain sont les suivantes:

Pour Tombali:

- AD: Cette ONG a déjà signé un contrat avec le PAM et un avec le Projet Biodiversité³⁰ (financement Banque mondiale), pour la mise en œuvre d'un programme Vivres-contre-

²⁹ Empada, Tite, Catio, Bedanda et Cacine.

³⁰ Bien que ce projet intervienne dans la région, il n'y a pas de personnes basées dans la zone, ils travaillent plutôt avec les ONG locales.

travail avec le PAM, dans 12 villages du secteur de Bedanda (Cf. section 5.3). Ils ont quatre techniciens dans la zone (secteurs de Bedanda et de Cacine).

- Mission Evangélique de Catio: Elle était sur le point de signer un contrat pour la mise en œuvre d'un programme Vivres-contre-travail avec le PAM (et le MDA), voir section 5.3.
- Caritas: Deux centres nutritionnels sont opérationnels (Catio et Bedanda). Le PAM y fournit des vivres. Celui de Bedanda couvre environ 35 villages. Une personne chargée du suivi nutritionnel a été formée dans chaque village. Les repas pour les plus malnourris sont préparés sur place, alors que ceux qui souffrent relativement moins de malnutrition reçoivent simplement des vivres. Il sera difficile pour Caritas d'élargir ses activités sans appui d'extérieur.

La mission estime que toutes ces ONGs sont capables de mettre en œuvre les programmes d'urgence du PAM, mais une augmentation du personnel et ainsi que de l'approvisionnement en carburants s'avèrera nécessaire.

Pour Quinara:

- AIFA/PALOP: depuis 2000, l'ONG intervient dans les secteurs de Falacounda (3 villages), Tite (4 villages), Empada (10 villages) et Buba, avec sept employés dont quatre animateurs. Elle a plusieurs activités en appui au secteur agricole (y compris la riziculture), en conjonction avec l'ONG LIVIA, le gouvernement et l'Union européenne. Selon l'ONG, elle a soumis une proposition au PAM pour un programme Vivres-contre-travail.
- DIVUTEK: l'ONG est basée à Bubu depuis 2000 et intervient entre autres dans 4 villages à Empada. Comme AIFA/PALOP, elle a plusieurs activités en appui au secteur agricole y compris la riziculture. Aussi, elle couvre la région avec 7 personnes, dont 6 animateurs vivants dans les villages. DIVUTEK a collaboré avec SNV (Coopération hollandaise), la FAO, etc. Selon l'ONG, elle a soumis une proposition au PAM pour mettre en œuvre un programme Vivres-contre-travail.
- ADS: Cette ONG couvre les secteurs de Buba, Empada et Fulacunda avec une dizaine d'employés. Ses activités sont les mêmes que celles des deux autres ONGs. L'ONG collabore avec LIVIA.

Ces ONG ont une certaine capacité de mise en œuvre d'un programme de Vivres-contre-travail. Elles doivent être capables d'étendre leurs activités à des zones beaucoup plus grandes, ce qui peut représenter parfois le double de la zone qu'elles couvrent à présent, surtout si elles reçoivent un appui de renforcement de capacités. Vu que l'ONG LIVIA collabore déjà avec la plupart des ONGs locales, il est recommandé de lui demander de superviser et de renforcer la mise en œuvre des activités du PAM à Quinara.

- Caritas: La mission catholique est basée à Empada et à Tite. Il y a eu un programme nutritionnel avec le PAM jusqu'à la fin de 2005; actuellement, la mission d'Empada continue de recevoir et mesurer les enfants, mais peut seulement exceptionnellement fournir des aliments aux enfants malnourris; ils possèdent les différents instruments de pesage etc. A Tite, l'hôpital - à côté de la mission catholique - possède les instruments nécessaires et pèse régulièrement les enfants, sans avoir la possibilité de fournir une assistance alimentaire faute de ressources. Un autre problème de ces centres est le

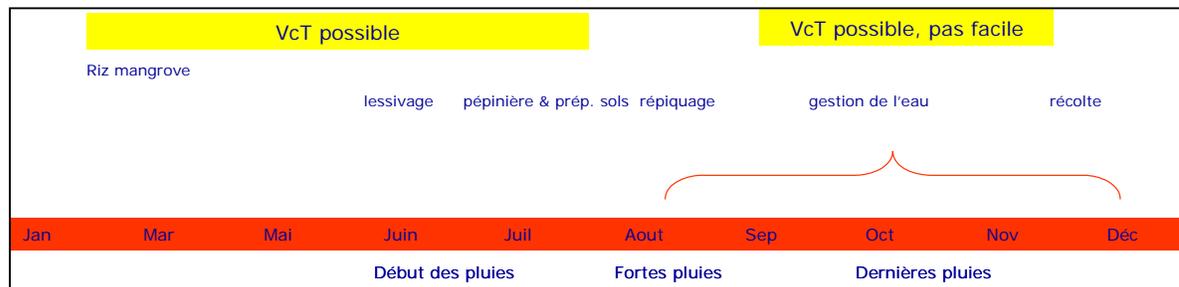
manque de possibilités de visiter régulièrement les villages; leur couverture géographique est limitée.

8.1.2 Contraintes liées aux pluies et au calendrier de la campagne

Accès aux villages. La saison des pluies a commencé en juin et dure jusqu'en octobre. Des fortes pluies tombent en juillet/août, période durant laquelle plusieurs villages sont difficilement accessibles. Bien que la livraison des vivres soit ralentie pendant cette période, le transport de vivres en petit camion (5 tonnes) peut continuer.

Programme Vivres-contre-travail. Il est important de prendre note du calendrier agricole pour le riz mangrove. Au début de la campagne agricole, les pluies lessivent les terres salées. Les riziculteurs commencent en juillet à semer dans leurs pépinières. En juillet / août, ils préparent les sols et font le repiquage. Ensuite, la gestion de l'eau dans les rizières demande un suivi rapproché par un membre de la famille, mais peu d'autres activités sont entreprises. Enfin, la récolte se fait en décembre, période d'intense travail.

Il est impossible d'entreprendre des activités Vivres-contre-travail pendant la période de fortes pluies et de préparation des sols, de mi-juillet jusqu'à la fin d'août, et pendant la récolte, en décembre.



8.2 Options de réponses au problème d'insécurité alimentaire

Il est important de choisir la bonne combinaison des réponses au problème d'insécurité alimentaire dans les régions de Tombali et de Quinara. En principe, il existe une large gamme d'options d'assistance, par exemple variant d'une distribution générale gratuite des vivres à un programme de vivre-contre-argent³¹. Les réponses choisies doivent être adéquates (capables de répondre aux besoins de la manière la plus durable possible) et réalisables (compte tenu des opportunités et contraintes locales).

Pour être adéquates, elles doivent: i) correspondre au profil et aux priorités des ménages/individus qui ont besoin d'aide; ii) traiter les causes immédiates de l'insécurité alimentaire; et iii) soutenir, et non pas mettre en péril, l'économie locale ainsi que la durabilité des moyens de subsistance locaux. Ensuite, les options doivent être faisables, c'est à dire: i) elles doivent être acceptable pour la population bénéficiaire; ii) il faut qu'il soit possible de les mettre en œuvre dans les délais; iii) elles peuvent être mise en œuvre à une échelle proportionnée à l'ampleur du problème; iv) elles sont adaptées à la capacité des partenaires locaux; et vi) elles sont compatible avec les politiques du gouvernement et des donateurs. En se basant sur les critères et le calendrier agricole, les principaux avantages et désavantages de différentes options ont été évalués et résumés dans le tableau suivant.

³¹ Voir : WFP, EFSA Handbook, Chapter 13.

Tableau 8 : Avantages et désavantages d'options de réponse

Options	Avantages	Désavantages	Retenu
1. Argent contre travail		- Les marchés ne fonctionnent pas bien, l'accès physiques aux marchés est difficile et il existe un problème de disponibilité dans la zone: une hausse des prix sera probable avec ces programmes.	Non
2. Programmes de transfert d'argent		- Absence d'expérience dans ce domaine (PAM et partenaires).	Non
3. Bons alimentaires		- Les groupes les plus vulnérables n'ont pas de cajou. - Absence d'expérience dans ce domaine (PAM et partenaires). - Difficultés de transport des vivres. - Faible capacité des partenaires.	Non
4. Echange contre des produits	- Celle-ci résoudra le problème d'écoulement des stocks de cajou, disponibles au niveau d'une partie de la population.	- Les groupes les plus vulnérables n'ont pas d'argent pour acheter à un prix modéré. - Cette option perturbe encore plus le système commercial. - Absence d'une expérience dans ce domaine (PAM et partenaires). - Difficultés de transport des vivres. - Faible capacité des partenaires.	Non
5. Vente à prix modéré	- Cette option permettrait d'augmenter la disponibilité des vivres et le pouvoir d'achat de certains ménages.	- Cette option ne répond pas aux besoins de façon efficace (trop cher par rapport à l'état actuel d'insécurité alimentaire) - Elle ne contribue pas à la solution à moyen terme des problèmes sous-jacents. - Elle perturbera les marchés si elle se poursuit trop longtemps. - Difficultés de transport des vivres. - Faible capacité des partenaires.	Non
6. Distribution générale de nourriture gratuite	- Impact direct sur la sécurité alimentaire par une augmentation de la disponibilité et des ressources. - Absence du problème de ciblage.	- Cette option exige un mécanisme de ciblage. - Difficultés de transport des vivres. - Faible capacité des partenaires.	Oui
7. Distribution ciblée de nourriture gratuite aux groupes vulnérables	- Impact direct sur la sécurité alimentaire. - Ciblage automatique des ménages en insécurité alimentaire. - Cette option contribue au développement à moyen terme. - En général, des bras valides sont disponibles dans le village. - L'option fait déjà partie du PRRO. - Possibilité de travailler avec les partenaires existants.	- Difficultés de transport des vivres. - Faible capacité des partenaires. - Impossible pour le riz mangrove de mi-juillet – fin août et en décembre	Oui

8.3 Options de réponses au problème de malnutrition

Actuellement le PAM met en œuvre son programme nutritionnel avec Caritas, entre autres dans la région de Tombali; la région de Quinara n'est pas couverte. En outre, le PAM a prévu d'appuyer les programmes nutritionnels de certains centres publics. Suite à une étude de faisabilité³², il a été recommandé de mener un projet pilote dans 5 centres de santé.

Le programme nutritionnel pour les enfants de moins de 5 ans consiste à fournir une ration préparée aux enfants malnourris de façon aiguë et sévère et une ration sèche aux enfants malnourris de façon aiguë et modérée. La durée moyenne est de 20 jours. Le programme nutritionnel pour les femmes enceintes (120 jours) et allaitantes (120 jours) consiste à distribuer des rations sèches.

L'actuelle mission recommande de continuer cette approche avec une intensification et une extension des activités par la mise en œuvre d'un 'programme avancé' et une inclusion de la région de Quinara dans l'actuel PRRO.

8.3 Options de ciblage

8.3.1. Ciblage géographique

Il est recommandé de cibler les activités sur les secteurs: i) les plus touchés par les chocs; et ii) dans lesquels le PAM pourra compter sur la présence de partenaires, c'est-à-dire: Catio, Empada, Tite et Bedanda. Le secteur de Cacine a également été touché par les chocs mais la capacité actuelle d'intervention du PAM y est inexistante. Si le PAM trouve des partenaires, le secteur pourra être rajouté à la liste. Par ailleurs, il existe quelques villages 'mangroves' dans le secteur de Bolama sur la presqu'île de Quinara qui pourraient aussi bénéficier de ces interventions.

Ensuite, il est recommandé que le PAM intervienne dans les villages 'mangroves', car ils sont les plus touchés par les chocs et semblent avoir le degré d'insécurité alimentaire le plus élevé. Il est estimé que ces villages représentent 90 pour cent des villages. Néanmoins, si le PAM trouve une situation très préoccupante dans d'autres villages, il est suggéré d'y intervenir également (cas exceptionnel).

Enfin, il est recommandé que le PAM intervienne avec priorité dans les villages caractérisés par une forte monoculture de riz mangrove, car ses habitants sont les plus touchés par l'intrusion de l'eau salée et ont peu d'alternatives pour générer d'autres revenus. Les villages 'mangroves' plus diversifiés seront couverts par la suite.

8.3.2. Ciblage des ménages

Il est nécessaire de cibler l'assistance sur les ménages ayant le degré d'insécurité alimentaire le plus élevé et sur les individus qui subissent le plus - et le plus tôt - les conséquences de la crise, comme les enfants de moins de 5 ans. Pour ce faire, quatre types d'interventions ont été retenus:

- programme Vivres-contre-travail pour cibler les ménages en insécurité alimentaire;
- programme nutritionnel pour les enfants de moins de 5 ans;

³² 'Nutrition feasibility study, Mother and Child Health Nutrition in Public Health Centres', WFP Guinea Bissau, septembre 2005.

- programme nutritionnel pour les femmes enceintes et allaitantes; et
- une distribution gratuite de vivres aux ménages ayant des femmes enceintes / allaitantes ou des enfants malnourris.

Le ciblage du programme Vivres-contre-travail est 'self-targeting (auto-ciblage): les ménages ayant un degré d'insécurité alimentaire le plus élevé seront intéressés pour y participer. Le ciblage des programmes nutritionnels sera fait comme il l'est décrit dans le PRRO. Les enfants de moins de 5 ans ayant un taux de poids / âge ou de poids / taille³³ au dessous de 70 pour cent recevront des repas préparés au centre nutritionnel, alors que ceux qui ont des taux entre 70 – 85 pour cent recevront des vivres à emporter. Pour les femmes allaitantes et enceintes, elles recevront des vivres à remporter si elles ont un MUAC < 23,5 cm.

Plusieurs options pour cibler la distribution gratuite aux individus ayant le degré d'insécurité alimentaire le plus élevé ont été évaluées par la mission. Les partenaires sur le terrain ont indiqué qu'il serait difficile pour eux de sélectionner ces individus. La mission estime également qu'une sélection de ces individus par les villageois eux-mêmes conduira à une répartition des vivres à tous les ménages des villages au lieu d'une distribution uniquement aux groupes en situation d'insécurité alimentaire sévère.

Par contre, selon les différents interlocuteurs de la mission, une relation nette existe entre la présence de malnutrition et le degré d'insécurité alimentaire. Il est donc recommandé d'exploiter cette relation et de cibler les distributions gratuites aux ménages ayant des femmes enceintes / allaitantes malnourries (muac < 23,5 cm), ou des enfants de moins de 5 ans malnourris (voir ci-dessus pour les indicateurs). La priorité sera donnée aux femmes et enfants qui seront encadrés dans les centres nutritionnels. Pour éviter que des ménages gardent leurs enfants dans un état de malnutrition pour pouvoir bénéficier du programme, les enfants pourront accéder au programme seulement à une ou au maximum deux reprises. En outre, la distribution gratuite sera faite pendant une période courte de deux mois (voir le chapitre suivant pour les détails).

IX. Recommandations et proposition pour le suivi

9.1 Stratégie d'assistance alimentaire

En concordance avec la stratégie mondiale du PAM, les objectifs suivants ont été formulés pour l'assistance d'urgence: i) sauver les vies des individus les plus exposés à l'insécurité alimentaire; ii) améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes; et iii) améliorer la situation de la sécurité alimentaire des ménages situés dans les villages les plus touchés par les chocs conjoncturels et par cette voie contribuer à un développement durable des zones de production rizicole mangrove.

La stratégie des interventions d'urgence est principalement basée sur celle de l'actuel PRRO, en:

- intensifiant les activités des programmes 'nutritionnels' et 'Vivres-contre-travail' déjà en place;

³³ Le PRRO utilise uniquement le taux poids / âge (malnutrition chronique), alors qu'il est proposé ici d'utiliser aussi le poids / taille (malnutrition aiguë).

- étendant les programmes nutritionnels aux secteurs de Tite et d'Empada dans la région de Quinara; et
- ajoutant un 'filet de sécurité' pour les individus ayant un degré d'insécurité alimentaire le plus élevé, pour une période bien-définie.

Ces interventions doivent aider à prévenir l'augmentation des taux de malnutrition et de mortalité d'enfants pendant les prochains mois. L'idée est d'agir maintenant au lieu d'attendre jusqu'à l'apparition d'une hausse de nouveaux cas d'enfants malnourris enregistrés dans les centres nutritionnels.

L'intensification des programmes nutritionnels pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes passe par la mise en œuvre d'une stratégie avancée ('outreach') afin de couvrir un plus grand nombre de villages et de visiter plus fréquemment ces villages. Ensuite, il est prévu que la distribution gratuite des vivres aux ménages en insécurité alimentaire attire un plus grand nombre d'enfants et de femmes aux centres nutritionnels. Enfin, l'extension des programmes nutritionnels aux secteurs d'Empada et Tite est recommandée et une collaboration avec les centres de Caritas et publics devrait être recherchée.

Bien que la mission ait comme tâche de proposer des interventions pour faire face aux problèmes conjoncturels, elle estime qu'il existe une forte justification pour inclure Quinara dans son programme nutritionnel jusqu'à la fin de l'année 2007: i) selon l'étude VAM, le taux d'insécurité alimentaire de Quinara est le plus élevé du pays avec un taux évalué à 72 pour cent et donc plus élevé que le critère de 60 pour cent; ii) selon l'étude VAM, le taux de malnutrition aiguë est de 4,8 pour cent, ce qui ne diffère presque pas du seuil de 5 pour cent, utilisé pour exclure Quinara des zones d'intervention; iii) la crise actuelle augmentera probablement le taux de malnutrition chronique au-delà de la période de crise; iv) les capacités techniques et de matériel des partenaires existent (par exemple Caritas); v) les coûts des vivres ne seront pas très élevés; et vi) un programme en place permet de mieux suivre l'évolution de la malnutrition.

L'intensification du programme Vivres-contre-travail sera faite à la fois avant mi-juillet (déjà en cours) et surtout de septembre à novembre. Le programme ne couvre pas seulement des activités d'entretien et de réaménagement des rizières mangroves mais vient également en appui aux efforts de diversification, c'est-à-dire, dans le cadre de la mise en valeur des terres de cultures de décrû (patate douce par exemple).

La mise en place d'un filet de sécurité permet d'aider les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire de faire face à leurs besoins alimentaires, notamment pendant la période pendant laquelle le programme de Vivres-contre-travail n'est pas fonctionnel (juillet / août).

9.2 Groupes cibles et besoins d'aide alimentaires

Le tableau montré ci – après permet d'examiner les groupes cibles pour les différentes interventions. Pour le programme :

- vivres-contre-travail, la mission recommande de cibler 85 pour cent de la population en insécurité alimentaire (voir section 7.3), soit environ 66 000 personnes, soit 9 400 ménages.
- nutritionnel d'enfants, il est recommandé de cibler 70 pour cent des enfants de moins de 5 ans et malnourris, soit 2 800 enfants. La population d'enfants de moins de 5 ans

représente 17 pour cent de la population; un taux de prévalence de malnutrition de 30 pour cent (Cf. Etude VAM) a été utilisé.

- nutritionnel de femmes allaitantes et enceintes (E & A), il est recommandé de cibler 25 pour cent des femmes E & A, qui elles-mêmes représentent 4,5 pour cent de la population (groupe cible: 900 femmes).
- distribution ciblée, le groupe cible a été calculé sur la base des ménages ayant un enfant malnourri (2800 ménages) ou ayant une femme E&A malnourrie (900), avec une hypothèse qu' environ 60 pour cent de ces ménages ont également un enfant malnourri. Ce programme couvre donc un total de 3 100 ménages, avec six personnes par ménage, soit 18 600 personnes.

Le nombre total de bénéficiaires est évalué à 70 000; il est estimé que la grande majorité des personnes qui reçoivent des vivres sous le programme de la distribution ciblée en juillet/août ont aussi un membre de la famille qui bénéficiera du programme vivre-contre-travail (septembre-novembre).

Tableau 9 : Groupes cibles et bénéficiaires par type d'intervention

Objectifs:	Vivre contre travail <i>Atteindre 85% de la pop. mangrove et touchée</i>		Nutrition enfants \ c <i>Atteindre 70% des enfants malnutris</i>	Nutrition femmes E&A \ b <i>Atteindre 25% des femmes E et A</i>	Distribution ciblée <i>Atteindre les ménages d'enfants / femmes E&A</i>	
	<i>groupe cible</i>	<i>ménages</i>	<i>enfants</i>	<i>femmes</i>	<i>ménages \ a</i>	<i>personnes \ d</i>
Empada	9 116	1 302	383	121	431	2 587
Tite	9 671	1 382	406	128	457	2 744
Sous total	18 787	2 684	789	249	889	5 331
Bedanda	23 268	3 324	977	308	1 100	6 603
Cacine	9 722	1 389	408	129	460	2 759
Catio	14 250	2 036	599	189	674	4 044
Sous total	47 240	6 749	1 984	625	2 234	13 405
Total	66 027	9 432	2 773	874	3 123	18 736
Arrondi	66 000	9 400	2 800	900	3 100	18 600

\ a: Hyp.: un chevauchement d'env. 60 pour cent existe entre les ménages d'enfants malnutris et les femmes E&A malnutries.
 \ b: E&A: enceintes ou allaitantes.
 \ c: Estimant que 30 pour cent des enfants sont malnutris.
 \ d: Un total de 6 personnes par famille (le septième est couvert par le programme nutritionnel).

La durée du programme Vivres-contre-travail est de 60 jours, répartis sur les mois de septembre, octobre, novembre et quelques jours au début juillet. La distribution ciblée sera faite pendant 60 jours, notamment pendant la période de mi-juillet à mi- septembre. Les deux programmes nutritionnels ont une durée moyenne standard, qui correspond à la durée donnée dans le PRRO, de 120 jours pour les enfants, 120 pour les femmes enceintes et 120 jours pour les femmes allaitantes.

Les paniers alimentaires sont présentés dans le tableau suivant. Pour les trois premiers programmes, qui font déjà partie du PRRO, les paniers sont identiques à ceux utilisés aujourd'hui. Actuellement, le PAM Guinée Bissau ne distribue pas de légumes. Pour la distribution ciblée, une ration partielle a été prévue, qui vient en complément aux ressources alimentaires propres des ménages. Le CSB a été exclu de la ration faute d'un niveau adéquate des stocks disponibles.

Tableau 10 : Paniers alimentaires

	VcT	N Enfants	N Femmes E&A	DC
CSB	0	250	200	0
Riz	430	0	50	400
Huile	36	25	25	25
Sucre	0	20	20	0
Sel	5	5	5	5
Kcal/jour	1860	1250	1240	1660
VcT: Vivres contre travail N Enfants: programme nutrition enfants N Femmes E&A: programme nutrition femms E&A DC: distribution ciblée				

Sur la base de ces paniers, les durées et les nombres de bénéficiaires, les besoins totaux pour les programmes du PAM ont été calculés (voir le tableau ci-après). L'estimation de 2 530 tonnes couvre environ 85 pour cent des besoins globaux identifiés au chapitre 7 (2 900 tonnes).

Tableau 11 : Besoins de vivres

Riz	2 150
CSB	150
Huile	190
Sel	30
Sucre	10
Total	2 530

9.3 Renforcement des capacités

Suite à l'analyse des capacités (chapitre 8.1.1), il est recommandé que

- - le PAM renforce sa présence sur le terrain dans les régions, d'ici fin novembre (par exemple avec 1 personne basée dans la zone); et
- - AD et d'autres ONG doivent faire des études de VcT et des propositions pour la période de septembre à novembre dès maintenant. Un appui financier par le PAM pour les carburants et le personnel devrait être considéré pour renforcer leurs capacités.

Par ailleurs, un renforcement temporaire des capacités de Caritas pour les programmes nutritionnels s'avère nécessaire.

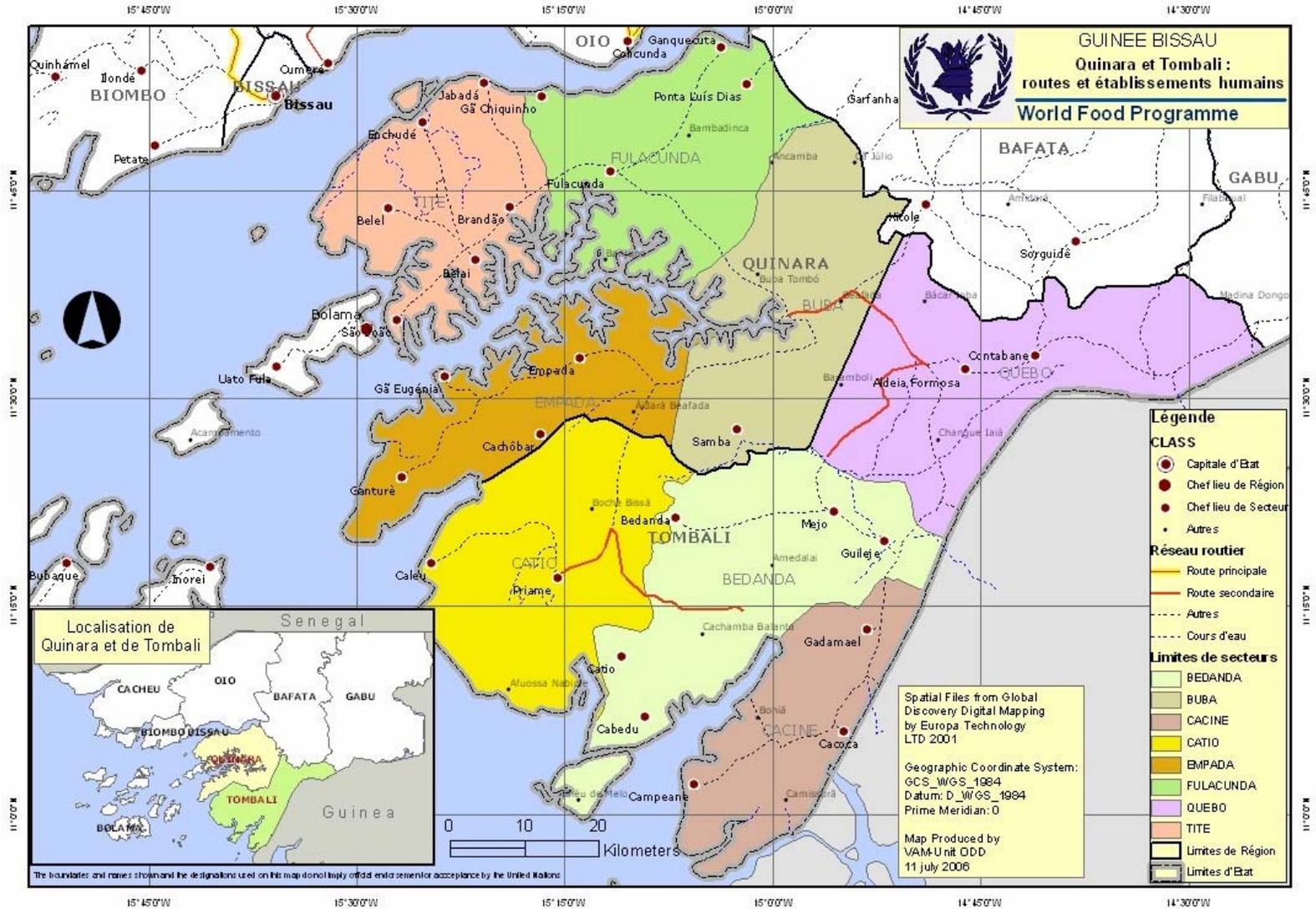
9.4 Suivi et évaluations

Le suivi de la sécurité alimentaire et de la malnutrition devrait être amélioré, de façon ponctuelle pour cette année, mais également de façon structurelle. Des suggestions ont été faites au chapitre 1.4 pour ce dernier chantier:

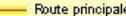
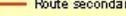
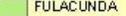
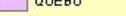
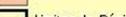
- établissement d'un simple système de collecte et d'analyse des prix des principaux vivres et produits de rente;
- évaluation de la sécurité alimentaire suite à chaque récolte et au début de la période soudure, en conjonction avec les évaluations de la production agricole par le MDA et ses partenaires; et
- appui à Caritas pour la saisie, l'analyse et la publication des données relatives à de nouveaux cas d'enfants malnourris dans les centres nutritionnels.

Il est préférable d'entreprendre ces activités avec les partenaires et surtout le gouvernement. La mise en place de ces systèmes passe par un renforcement des capacités locales, c'est-à-dire des partenaires et surtout de celles du gouvernement.

Enfin, il est recommandé que le PAM et le MDA entreprennent ensemble une troisième mission d'évaluation sur le terrain début septembre 2006, en utilisant la même méthodologie que la mission ESASU, pour suivre l'évolution de la sécurité alimentaire et de la malnutrition.




GUINEE BISSAU
Quinara et Tombali :
routes et établissements humains
World Food Programme

- Légende**
- CLASS**
-  Capitale d'Etat
 -  Chef lieu de Région
 -  Chef lieu de Secteur
 -  Autres
- Réseau routier**
-  Route principale
 -  Route secondaire
 -  Autres
 -  Cours d'eau
- Limites de secteurs**
-  BEDANDA
 -  BUBA
 -  CACINE
 -  CATIO
 -  EMPADA
 -  FULACUNDA
 -  QUEBO
 -  TITE
 -  Limites de Région
 -  Limites d'Etat



Spatial Files from Global
 Discovery Digital Mapping
 by Europa Technology
 LTD 2001

 Geographic Coordinate System:
 GCS_WGS_1984
 Datum: D_WGS_1984
 Prime Meridian: 0

 Map Produced by
 VAM-Unit ODD
 11 July 2006

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations



World Food
Programme

Programa
Mundial de
Alimentos

Programme
Alimentaire
Mondial

برنامج
الأغذية
العالمي

The Food Aid Organization of the United Nations System

Annex 1: Terms of Reference

Food assessment mission in Guinea-Bissau

Background

The Government of Guinea-Bissau has recently appealed for emergency food aid in two southern provinces affected by food shortages. A joint WFP, FAO and Ministry of Agriculture assessment mission that took place in May 2006 determined that the provinces of Tombali and Quinara, affected by rice production shortage during the 2005/2006 agricultural season, require assistance during the lean season ending in October 2006.

Mission objective:

- Support the Government of Guinea-Bissau in the preparation of its imminent response to the food shortage in Tombali and Quinara,

Expected outputs

- **Enhance the justification of WFP's intervention** through further analysis of households' food security and nutritional status, coping strategies, causes and partners' interventions, leading to a fine-tuned estimate of food and non-food assistance including a clear definition of priorities for food distributions. The previous assessment mission determined the food aid need on the staple food deficit. Some of this deficit may be adapted for by the households themselves or through assistance provided by other organizations, while some causes may require a non-food solution.
- **Assessment of the distribution modality.** The assessment mission has recommended food for work interventions during the rainy season. (4,156 mt for the period lasting from June to October 2006). However, the amount of FFW output, implicit in this quantity is high and could be problematic to implement during the rainy season. The mission should determine whether there is an opportunity or a need for other modalities, such as general food distributions, and recommend a breakdown of available resources.
- **Identification and description of most food insecure areas and populations within Tombali and Quinara** including the differences in severity and probable duration of the impact of the crisis in different zones and on different socio-economic groupes, as well as the identification of those groupes who should receive immediate food assistance. This aspect of the mission will complete any information gaps from the previous assessment mission. The mission should recommend modalities for following the food security situation in the south during the intervention and after the harvest.
- The mission will determine how implementation should take account of i) the limited capacity of partners in the area and ii) the logistics constraints that the onset of the rainy season would cause for distributions in the target area during the rainy season.

- To conclude, the mission will propose the types of food and related non-food assistance required, the number of people to be provided for and during what period, and how the the assistance should be delivered targeted, distributed and monitored.

Methodology

The mission is to be composed of representatives of the Ministry of Agriculture, FAO, WFP and any other relevant organization involved in food security issues in the two regions (implementing partners?).

- **Secondary data analysis:** the mission will review all relevant secondary information including: the 2005 report 'Comprehensive food security and mapping analysis' (WFP), the MICS 2000 report, the population data on various administrative levels, agricultural statistics for the last five years (at sub-regional level) including the harvest evaluation of 2005/6, price and import/export data of agricultural goods for the last 5 years, nutritional surveys, UNDP's 2005 human development report, and any other relevant assessment of underlying poverty, problems in the cashew sector and / or rice production and trade. Evaluations of the current FFW component of the PRROs would also be useful;
- **Visits in Bissau:** the mission will meet upon arrival (21-22 June) with the Ministry of Agriculture, FAO, WFP, UNICEF, partners of WFP, and any other relevant organization involved in food security issues in the two regions, including NGOs, such as Caritas and the Red Cross, for a briefing. A de - brief with the government and donors will take place at the end of the mission (20 or 21 June) on the basis of a joint 'aide mémoire' presenting the key recommendations.
- **Field trip:** after the briefings in Bissau, the mission will visit the affected areas to: i) meet with local resource persons (Government, Church, NGOs, etc.); and ii) organize group discussions with men and women in about 20 villages, on the basis of a pre-determined questionnaire, preferably in two teams.
- **Production of a final report** including the expected outputs within two weeks of the mission's departure from Bissau. This report will be used as the base for the budget revision of the existing PRRO.
- **Duration:** 21-28 June in Bissau, report writing until 5 July.

Annex 2 : Bibliographie

Sources documentaires :

- République de la Guinée-Bissau, 'Rapport de mission conjointe Ministère de l'Agriculture et Développement Rural, PAM et FAO dans les régions de Tombali et Quinara, mai 2006.
- République de la Guinée-Bissau, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, 'Bilan de la campagne agro-pastorale 2004-2005 et perspectives de la campagne agro-pastorale 2005-2006', Novembre 2005.
- République de Guinée Bissau et CILSS, Mission d'évaluation préliminaire des récoltes campagne agricole 2005/2006, octobre 2005.
- WFP, 'Etude sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Guinée-Bissau', June 2005.
- WFP, Project document PRRO 10148.2 'Post conflict relief and Rehabilitation in Guinea Bissau', 2005.
- WFP, 'Contingency plan for Guinea Bissau', July 2004.
- Country Report – Guinea Bissau - The Economist Intelligence Unit- 2006
- Country Profile 2006 - Guinea Bissau- The Economist Intelligence Unit
- Etude sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Guinée Bissau- VAM /PAM- 2005
- Guinée Bissau bilan commun de pays (CCA) 2001
- National Poverty Reduction Strategy Paper 2000.
- Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement dans les pays africains – Groupe de la Banque Africaine de Développement – 2006
- Projet de réhabilitation du secteur agricole- Banque Africaine de développement-
- Bilan de la campagne agro pastorale 2004-2005 et perspectives de la campagne agro pastorale 2005-2006- Ministère de l'agriculture et du développement rural - Novembre 2005.

Sources Internet :

- Nations unies : www.unesco.org ; www.undp.org ; www.unicef.org ; www.fao.org ; www.faostat.fao.org
- Banque Mondiale : www.worldbank.org
- Banque Africaine de Développement : www.afdb.org

Annexe 3 : Programme de la mission

Date	Organisation	Nom
<i>Vendredi 23 – 6</i>		
0900	OCHA	M. Jorge Queta
1000	PNUD	M. Valentin Traoré
1100	PAM/consultant VcT	M. Siaka Koné
1130	ECHO/CE	M. Romain Boilard
1300	PAM/équipe nutrition	
1400	Projet Biodiversité	M. Dadau Sou
1500	ONG LVIA	M. Alberto Tangenelli
1600	ONG AD	M. Tomane Camarà
<i>Samedi 24-6</i>		
	Village / secteur	Focus groupe / visite
Equipe A	Bedanda / Bedanda	Focus groupe
	Bedanda / Bedanda	Centre nutritionnel / Caritas
Equipe B	Cantone	Focus groupe
	Mato-Farroba	Focus groupe
	Ilheu de Infanda	Focus groupe
<i>Dimanche 25-6</i>		
	Village / secteur	Focus groupe / visite
Equipe A	Cafal / Bedanda	Focus groupe
	Cafine / Bedanda	Focus groupe
	Lutchande / Bedanda	Focus groupe
Equipe B	Cumebu	Focus groupe
	Cuduco	Focus groupe
	Gansala	Focus groupe
<i>Lundi 26-6</i>		
	Village / secteur	Focus groupe / visite
Equipe A	Enxudé / Tite	Focus groupe
	Iussi / Tite	Focus groupe
	Tite / Tite	Centre nutritionnel / Caritas
	Tite / Tite	Hôpital
	Bissassema / Tite	Focus groupe
	Bissassema / Tite	Mission évangélique
Equipe B	Sao Joao	Focus groupe
	Ga Bacar	Focus groupe
	Nova Sintra	Focus groupe
	Indjassane	Focus groupe
<i>Mardi 27-6</i>		
	Village / secteur	Focus groupe / visite
Equipe A	Empada / Empada	Centre nutritionnel / Caritas
	Cancumba balanta / Empada	Focus groupe
Equipe B	Cantchuma Biafada	Focus groupe
	Caur de Baixo	Focus groupe

<i>Mercredi 28-6</i>		
0930	PAM / CD	M. José Pita-Gros
1100	Mission	
1300	FAO	M. Rui Fonseca
1500	Ministère de Santé	M. da Silva
1600	Caritas	M. Alberto Zamberletti
1800	UNICEF	Dr. Nunez
<i>Jeudi 29-6</i>		
1000	Tous partenaires	
1200	Ministre de l'Agriculture	

WFP Guinée Bissau –Enquête Evaluation rapide des besoins – Juin 2006

Date de l'interview |__|__| |__|__| 2006

Rempli par : _____

Région _____

Secteur _____

Village/tabanca _____

GPS : Lat. N _____ Lat. W _____

Focus groupe Groupe Hommes |__| Groupe Femmes |__|

Observations : **Etat des enfants** (0-5 ans): semblent-ils maigres, malades et mous/peu vifs, le niveau global d'hygiène des mères et des enfants, etc. Suite à l'entretien il faut voir s'il est possible de rencontrer les enfants malnutris.

Observations : Accès, environnement, distance forêts, états des maisons, activités dans le villages

Observations : **Stocks de riz** au village : fait un tour au village pour vérifier les stocks de cajou et de riz

Si un centre de santé existe au village, demande des informations sur les maladies endémiques : méningite, fièvre jaune, rougeole, choléra, etc.

WFP Guinée Bissau –Enquête Evaluation rapide des besoins – Juin 2006

Pour les questions où les modalités sont précisées ne pas les citer lors des focus group pour ne pas influencer et biaiser les réponses

Section 1 – Démographie

1.1 – Nombre des personnes présentes pendant la réunion (estimation) ?

Masculin > 15 ans |
 Féminin > 15 ans |

1.2 – Nombre d'habitants au village (estimation) ?

Ménages | |
 Habitants | |

1.3 – Est-ce qu'il existe un type de comité de gestion des affaires villageois ? Si oui, comment est-ce qu'il fonctionne ?

1.4 – Est-ce qu'il y a eu une migration inhabituelle après la dernière récolte de riz? Si oui, dans quelle mesure, et pourquoi elle était différente ?

Section 2 – Marchés et eau

2.1 – Le marché que vous fréquentez le plus souvent, il est situé à quelle distance en minutes de marche à pied ? |

< 15 min	=1	15-30 min	=2
30-45 min	=3	45-60 min	=4
> 60 min	=5		

2.2.a – Est-ce que ce marché est accessible actuellement ? |
 1=Oui 2=Non 99= Pas de réponse

2.2.b – Si non, depuis quand (citez le mois)? |

2.2.c - Si oui, ce marché sera-t-il accessible jusqu'à la prochaine récolte agricole d'octobre ? | 1=oui 2=non

2.2.d - Si non à 2.2.c, sur quelle période sera-t-il inaccessible (citez les mois)? de _____ à _____

2.2.e Etait-il aussi inaccessible à la même période l'année dernière ? | 1=oui 2=non

2.3 – Quel est actuellement le prix d'un sac de 50 kg de riz, d'un sac de 50 kg de noix de cajou et une litre d'huile de palme sur ce marché?

	Riz local	Noix de cajou	Huile de palme
Prix	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

2.4 – Pendant la même période l'année passée, quel était le prix d'un sac de 50 kg de riz, un sac de 50 kg de noix de cajou et une litre d'huile de palme?

	Riz local	Noix de cajou	Huile de palme
Prix	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

2.5- Comment vous trouvez l'approvisionnement en riz dans ce marché : actuellement | pendant la même période l'année passée |

Sélectionnez des modalités suivantes : 1= non disponible, 2= mauvaise disponibilité, 3= disponibilité moyenne, 4= bonne disponibilité

2.6- Comment vous trouvez l'approvisionnement en légumineuses dans ce marché : actuellement | pendant la même période l'année passée |

Sélectionnez des modalités suivantes : 1= non disponible, 2= mauvaise disponibilité, 3= disponibilité moyenne, 4= bonne disponibilité

2.7- Quelle est la rémunération moyenne d'une journée de travail agricole (en FCFA ou en kg de riz)?

	FCFA	Riz
actuellement	<input type="text"/>	<input type="text"/>
pendant la même période l'année passée	<input type="text"/>	<input type="text"/>

2.8- Quelle est votre principale source d'eau de boisson ?

actuellement | pendant la même période l'année passée |

eau minérale=1
 robinet=2
 forage/pompe=3
 puit amélioré (cimenté)=4
 puit traditionnel (non cimenté)=5
 eau de pluies=6
 eau de surface (rivière, marigot...)=7

2.9- Comment vous trouvez la quantité d'eau de boisson disponible : actuellement | pendant la même période l'année passée |

Sélectionnez des modalités suivantes : 1= non disponible, 2= mauvaise disponibilité, 3= disponibilité moyenne, 4= bonne disponibilité

WFP Guinée Bissau –Enquête Evaluation rapide des besoins – Juin 2006

Section 3 – Activités, chocs et stratégies d'adaptation

3.1 –Quelles sont les principales activités dans le village de la majorité des villageois, permettant aux ménages de se nourrir (citez 4)?

3.2 - Y a-t-il eu des chocs pour les activités identifiées ? Si oui lesquelles ?

3.3 – Quelles sont les stratégies d'adaptations développées par les différents groupes pour faire face à cette situation?

3.1 Principales activités	3.2 Affectés par des chocs : citez les chocs	3.3 Quelles stratégies d'adaptation pour faire face aux chocs (par ordre d'importance)
1. _____		
2. _____		1 __ __
3. _____		2 __ __ 3 __ __ 4 __ __
4. _____		
1=Production du riz mangrove 2=Production du riz bas fonds 3=Production d'autres céréales 4=Production des tubercules / racines 5=Production des légumes / maraîchage 6=Production de la noix de cajou 7=Production d'autres cultures de rente 8=Petit commerce 9=Service publique 10=Production d'huile de palme 11=Pêche 12=Production des fruits 13=Cueillette des produits sauvages/du forêt 14=Elevage 15=Marabout (muro) 16=Artisanat 17= _____	1=Manque des pluies 2=Intrusion de l'eau salée 3=Criquets pèlerins/Insectes 4=Maladie du bétail 5=Maladie des cultures 6=Inondations 7=Augmentation des prix du marché 8=Baisse des prix des produits de rente (cajou) 9=Maladies et / ou décès 10=Autres (préciser) 99= Pas de réponse	1=Augmentation de la plantation de patate douce 2=Augmentation de la plantation du manioc 3=Augmentation des activités de pêche 4=Augmentation de la cueillette des produits sauvages/du forêt 5=Consommation des aliments de pénurie 6=Diminution de la quantité des aliments consommés par repas 7=Diminution de la qualité des repas 8=Diminution du nombre de repas par jour 9=Réduction des dépenses non alimentaires 10=Consommation de semences 11=Vente des reproductrices 12=Vente de biens productifs 13=Vente de biens non productifs 14=Emprunts au niveau des commerçants 15=Emprunts au niveau de la famille, amis... 16=Migration 17=Retirer les enfants de l'école 18=Travail sur les champs d'autres personnes 19=Développer autres activités génératrices de revenus 99=Pas de réponse

3.4 – Pour la nouvelle campagne agricole, qui va bien tôt commencer, est-ce que vous allez semer/planter le riz normalement ? 1=Oui 2=Non |__|__|

3.5 – Si 3.4 = non, pourquoi ? _____

WFP Guinée Bissau –Enquête Evaluation rapide des besoins – Juin 2006

Section 4 – Consommation Alimentaire

4.1- Combien de repas ont pris les adultes/enfants : a) hier et b) l'année passée, pendant la même période
(Citez les votes pour ceux qui prennent 0, 1, 2, 3 ou >3 repas par jour) ?

		0	1	2	3	>3		0	1	2	3	>3
Adultes :	Hier	___/	___/	___/	___/	___/	l'année passée pendant la même période	___/	___/	___/	___/	___/
Enfants :	Hier	___	___	___	___	___	l'année passée pendant la même période	___	___	___	___	___

4.2- Par aliment, qui a consommé le depuis avant-hier (notez la fréquence et faites vous-même une estimation de l'importance du groupe)?

4.3- Quel est le principal mode d'acquisition des aliments consommés actuellement ?

4.4- Par rapport à la même période l'année passée, quels ont été les changements dans vos habitudes alimentaires par aliment?

Aliments	4.2- Fréquence d'aliments consommés depuis avant-hier <small>(l'enquêteur doit noter d'abord le nombre de fois que les interviewés ont mangé le riz, etc. et ensuite faire une estimation de l'importance du groupe en %)</small>			4.3- Principaux mode d'acquisition pour cette année	4.4 - Changements dans les habitudes alimentaires en termes de consommation et d'acquisition par rapport à la même période l'année dernière
	0 fois	1 fois	2 > fois		
Riz	(__)%	(__)%	(__)%		
Mil/sorgho	(__)%	(__)%	(__)%		
Mais / farine / pain	(__)%	(__)%	(__)%		
Autres céréales	(__)%	(__)%	(__)%		
Patate douce	(__)%	(__)%	(__)%		
Manioc / gari	(__)%	(__)%	(__)%		
D'autres racines/tubercules	(__)%	(__)%	(__)%		
Légumineuses (arachide, niébé, ...)	(__)%	(__)%	(__)%		
Viande/poulet	(__)%	(__)%	(__)%		
Poisson	(__)%	(__)%	(__)%		
Lait	(__)%	(__)%	(__)%		
Œuf	(__)%	(__)%	(__)%		
Fruits / légumes	(__)%	(__)%	(__)%		
Sucre	(__)%	(__)%	(__)%		
Sel	(__)%	(__)%	(__)%		
Aliments de pénurie _____	(__)%	(__)%	(__)%		
Huile	(__)%	(__)%	(__)%		

WFP Guinée Bissau – Enquête Evaluation rapide des besoins – Juin 2006

Section 5 – Santé des enfants de moins de 5 ans

5.1 – Est-ce qu'il y a eu un changement dans la fréquence des cas de diarrhée actuellement par rapport à la même période de l'année passée?

1 Hausse 2 Baisse 3 Stable |__|

5.2 – Est-ce qu'il y a eu un changement dans la fréquence des cas de fièvre actuellement par rapport à la même période de l'année passée?

1 Hausse 2 Baisse 3 Stable |__|

5.3 – Est-ce qu'il y a eu un changement dans la fréquence des cas de toux avec des difficultés respiratoires actuellement par rapport à la même période de l'année passée?

1 Hausse 2 Baisse 3 Stable |__|

5.4 - Quelles sont les raisons pour ces changements, s'il y en a eu lieu ?

5.5 – La structure nutritionnelle / sanitaire que vous fréquentez le plus souvent, il est situé à quelle distance en minutes de marche à pied ? |__|__|

Village	=1
< 15 min	=2
15-30 min	=3
30-45 min	=4
45-60 min	=5
> 60 min	=6

5.6 – Combien de personnes parmi vous ont envoyé leurs enfants de moins de 5 ans ce dernier mois à une structure sanitaire/nutritionnelle (citez le nombre et estimez le % des personnes présentes)?

Nombre : |__|__| Importance : |__|__|%

5.7 – Est-ce qu'il y a eu un changement dans la fréquentation des structures nutritionnelles / sanitaires pendant le mois dernier par rapport à la même période de l'année?

1 Hausse 2 Baisse 3 Stable |__|

5.8 – Si 3.7 = oui, Quelles sont les raisons pour ces changements ?

5.9 – Combien d'enfants de moins de 5 ans du village sont décédés au cours des 6 derniers mois? |__|__|

5.10 – Est-ce qu'il y a eu un changement dans la fréquence des décès pendant les six derniers mois par rapport à la même période de l'année passée?

1 Hausse 2 Baisse 3 Stable |__|

5.11 – Quelles sont les raisons pour ces changements, s'il y en a eu lieu ?

Section 6 – Production rizicole et de patate douce

6.1 – Si vous produisez le riz, la récolte de l'année écoulée représente quel % de la récolte normale?

|__| 100% |__| 125% |__| 150%
|__| 75% |__| 50% |__| 25% |__| 0%

6.2 – Si vous produisez la patate douce, la récolte de l'année écoulée représente quel % de la récolte normale?

|__| 100% |__| 125% |__| 150%
|__| 75% |__| 50% |__| 25% |__| 0%

6.3 – Si vous produisez la noix de cajou, la récolte de l'année écoulée représente quel % de la récolte normale?

|__| 100% |__| 125% |__| 150%
|__| 75% |__| 50% |__| 25% |__| 0%

WFP Guinée Bissau – Enquête Evaluation rapide des besoins – Juin 2006

Section 7 – Aide alimentaire et assistance externe

7.1 – Est-ce que ce village a reçu de l'aide alimentaire depuis la dernière récolte de riz? |__|__|

1=Oui 2=Non 99= Pas de réponse

7.2 – Si 6.1 est oui, quels produits, quel type d'aide, quelle quantité et quand?

Type de produit	Types d'aide	Quantités par village	Quand
	Types d'aide : Distribution générale = 1 Distributions groupes vulnérables = 2 Alimentation pour les enfants malnutris= 3 Cantines scolaires = 4 Vivres contre travail = 5 Vivres contre formation= 6 Ventes à prix modéré= 7 Banques céréalières= 8 Semences = 9 Autres (spécifier) = 10		

7.3 – Quels sont les projets/ONGs/groupements religieux/agences Nations Unies, etc. qui travaillent dans le village ?

7.4 – Concernant vos préférences alimentaires, quels aliments de base sont a) les préférés, b) moyennement préférés ; c) acceptables mais consommés par les pauvres ou en cas de crise et d) pas acceptables?

les préférés	
moyennement préférés	
acceptables mais consommés par les pauvres et en cas de crise	
pas acceptables?	

Section 8 – Profil de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire

8.1 – Qui a été touché le plus par la crise actuelle?

Ne pas citer les options lors des focus group pour ne pas influencer et biaiser les réponses

Caractéristiques	Catégories Sévère = 1 Modéré = 2 A risque = 3 Satisfaisant = 4
Les riziculteurs mangroves	
Les riziculteurs de plateau	
Les ménages qui font uniquement la riziculture	
Les producteurs ayant plusieurs types de production	
Les ouvriers journaliers agricoles	
Les petits producteurs de cajou	
Les grands producteurs de cajou	
Les ménages sans bras valides	
Les familles nombreuses	
Les familles moins nombreuses	
Les ménages qui dépendent des dons	
Autres	
Autres	

8.2 – Pourquoi ?

Annexe 5: Bilans céréaliers

	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006 \ a	Moyenne
Production brute	165 063	151 434	121 455	171 375	212 438	164 353
Production disponible	118 194	106 755	86 631	123 371	155 987	118 188
Stocks initiaux	7 000	2 300	15 484	6 125	14 321	9 046
Importations commerciales	44 406	57 838	33 207	54 765	70 000	52 043
Aide alimentaire importée	6 200	12 816	5 833	8 791	8 889	8 506
Ressources	175 800	179 709	141 155	193 052	249 197	187 783
Exportations	-	-	-	-	-	-
Stocks finaux	3 763	15 484	3 055	14 321	19 104	11 145
Consommation \ b						
<i>total</i>	172 037	164 225	138 100	178 731	228 054	176 229
<i>par habitant</i>	143	138	111	140	175	141
Emplois	175 800	179 709	141 155	193 052	247 158	187 375
Déficit (-) / surplus	-	-	-	-	2 039	

\ a: Provisoires

\ b: Pour 2005/6: la norme de 130 kg de riz, de 9 kg de blé et 37 kg d'autres céréales a été utilisée, alors que pour les autres années, la consommation apparente a été présentée.

Annexe 6, tableau 1: Groupe cible et bénéficiaires

Population (2006)									
	Total population	ménages	Villages mangroves		Villages mangroves et touchés		enfants < 5 ans	femmes enceintes	
			population	ménages	population	ménages			
Empada	15888	2 270	14 299	2 043	10 724	1 532	1 823	483	
Tite	16856	2 408	15 170	2 167	11 378	1 625	1 934	512	
Sous total	32744	4 678	29 470	4 210	22 102	3 157	3 757	995	
			-	-	-	-	-	-	
Bedanda	40554	5 793	36 499	5 214	27 374	3 911	4 654	1 232	
Cacine	16944	2 421	15 250	2 179	11 437	1 634	1 944	515	
Catio	24837	3 548	22 353	3 193	16 765	2 395	2 850	754	
Sous total	82335	11 762	74 102	10 586	55 576	7 939	9 448	2 501	
			-	-	-	-	-	-	
Total	115079	16 440	103 571	14 796	77 678	11 097	13 205	3 496	
	77%								

Tombali	53710	7 673	48 339	6 906	40 283	5 755	8 218	2 175	
Quinara	95644	13 663	86 080	12 297	71 733	10 248	14 634	3 874	
Total	149354	21 336	134 419	19 203	112 016	16 002	22 851	6 049	

	Vivre contre travail		Nutrition enfant:		Nutrition femme:		Distribution ciblée	
Objectifs:	Atteindre 85% de la pop. mangrove et touchée		Atteindre 70% des enfants malnutris		Atteindre 25% des femmes E et A		Atteindre les ménages d'enfants / femmes E&A	
	<i>groupe cible</i>	<i>ménages</i>	<i>enfants</i>		<i>femmes</i>	<i>ménages \ a</i>	<i>personnes \ d</i>	
Empada	9 116	1 302	383		121	431	2 587	
Tite	9 671	1 382	406		128	457	2 744	
Sous total	18 787	2 684	789		249	889	5 331	
						-	-	
Bedanda	23 268	3 324	977		308	1 100	6 603	
Cacine	9 722	1 389	408		129	460	2 759	
Catio	14 250	2 036	599		189	674	4 044	
Sous total	47 240	6 749	1 984		625	2 234	13 405	
						-	-	
Total	66 027	9 432	2 773		874	3 123	18 736	
Arrondi	66 000	9 400	2 800		900	3 100	18 600	

\ a: Hyp.: un chevauchement d'env. 60 pour cent existe entre les ménages d'enfants malnutris et les femmes E&A malnutries.

\ b: E&A: enceintes ou allaitantes.

\ c: Estimant que 30 pour cent des enfants sont malnutris.

\ d: Un total de 6 personnes par famille (le septième est couvert par le programme nutritionnel).

Annexe 6, tableau 2- Bénéficiaires, Rations et Tonnages

Sub-Projec	Number of Daily Days	Ration (grams)	Caseload	Total (tons)	Beneficiaries
FFW (family size seven)					
Rice	60	3 000	9 400	1 692	65 800
Salt		35		20	
Vegoil		250		141	
Sub-Total				1 853	
Programme nutritionnel enfants malnouris					
CSB	120	250	2 800	84	2 800
Vegoil		25		8	
Sugar		20		7	
Salt		5		2	
Sub-Total				101	
Programme nutritionnel mères enceintes / allaitantes					
CSB	360	200	900	65	900
Rice		50		16	
Vegoil		25		8	
Sugar		20		6	
Salt		5		2	
Sub-Total				97	
Vulnerable group feeding (for six persons : the 7th person receives nutritional support)					
CSB	60	0	3 100	0	18 600
Rice		2 400		446	
Salt		30		6	
Vegoil		150		28	
Sugar		0		0	
Sub-Total				480	
Total beneficiaries \ a					69 500

Besoins totaux

Riz	2 155
CSB	149
Huile	185
Sel	29
Sucre	13
Total	2 531

\ a: Vulnerable group feeding beneficiaries are not counted, to prevent double counting

Annexe 6: Tableaux 3-6: Composition nutritive des rations

Food for work (ind. Ration)	Nutritional value / food basket			
	Quantity (g)	Energy (Kcal)	Protein (g)	Fat (g)
Cereals				
Wheat	-	-	-	-
Rice	429,0	1 544,4	30,0	2,1
Sorghum / millet	-	-	-	-
Maize	-	-	-	-
Processed cereals				
Maize meal	-	-	-	-
Wheat flour	-	-	-	-
Bulgar wheat	-	-	-	-
Oils & Fats				
Vegetable oil	36,0	318,6	-	36,0
Butter oil	-	-	-	-
Edible fat	-	-	-	-
Pulses				
Beans	-	-	-	-
Peas	-	-	-	-
Lentils	-	-	-	-
Miscellaneous				
Corn soya blend	-	-	-	-
Sugar	-	-	-	-
Iodized salt	5,0	-	-	-
Total	470,0	1 863,0	30,0	38,1
<i>Energy content</i>			6%	18%

Malnutrition programme women	Nutritional value / food basket			
	Quantity (g)	Energy (Kcal)	Protein (g)	Fat (g)
Cereals				
Wheat	-	-	-	-
Rice	50,0	180,0	3,5	0,3
Sorghum / millet	-	-	-	-
Maize	-	-	-	-
Processed cereals				
Maize meal	-	-	-	-
Wheat flour	-	-	-	-
Bulgar wheat	-	-	-	-
Oils & Fats				
Vegetable oil	25,0	221,3	-	25,0
Butter oil	-	-	-	-
Edible fat	-	-	-	-
Pulses				
Beans	-	-	-	-
Peas	-	-	-	-
Lentils	-	-	-	-
Miscellaneous				
Corn soya blend	200,0	760,0	36,0	12,0
Sugar	20,0	80,0	-	-
Iodized salt	5,0	-	-	-
Total	300,0	1 241,3	39,5	37,3
<i>Energy content</i>			13%	27%

Malnutrition programme children	Nutritional value / food basket			
	Quantity (g)	Energy (Kcal)	Protein (g)	Fat (g)
Cereals				
Wheat	-	-	-	-
Rice	-	-	-	-
Sorghum / millet	-	-	-	-
Maize	-	-	-	-
Processed cereals				
Maize meal	-	-	-	-
Wheat flour	-	-	-	-
Bulgar wheat	-	-	-	-
Oils & Fats				
Vegetable oil	25,0	221,3	-	25,0
Butter oil	-	-	-	-
Edible fat	-	-	-	-
Pulses				
Beans	-	-	-	-
Peas	-	-	-	-
Lentils	-	-	-	-
Miscellaneous				
Corn soya blend	250,0	950,0	45,0	15,0
Sugar	20,0	80,0	-	-
Iodized salt	5,0	-	-	-
Total	300,0	1 251,3	45,0	40,0
<i>Energy content</i>			14%	29%

Targeted distribution (ind. Ration)	Nutritional value / food basket			
	Quantity (g)	Energy (Kcal)	Protein (g)	Fat (g)
Cereals				
Wheat	-	-	-	-
Rice	400,0	1 440,0	28,0	2,0
Sorghum / millet	-	-	-	-
Maize	-	-	-	-
Processed cereals				
Maize meal	-	-	-	-
Wheat flour	-	-	-	-
Bulgar wheat	-	-	-	-
Oils & Fats				
Vegetable oil	25,0	221,3	-	25,0
Butter oil	-	-	-	-
Edible fat	-	-	-	-
Pulses				
Beans	-	-	-	-
Peas	-	-	-	-
Lentils	-	-	-	-
Miscellaneous				
Corn soya blend	-	-	-	-
Sugar	-	-	-	-
Iodized salt	5,0	-	-	-
Total	430,0	1 661,3	28,0	27,0
<i>Energy content</i>			6,7%	15%